Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 3 février 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°564 ■

BOURSE D'ALGER

Première réunion du guichet unique pour l'introduction de Pharma Invest

P 16

LE MINISTRE A ORDONNÉ LE TRAITEMENT EN URGENCE DES DOSSIERS EN SUSPENS

De nouvelles mesures pour booster l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique joue un rôle clé dans l'économie du pays, en garantissant l'accès aux médicaments tout en réduisant la dépendance aux importations. Cette stratégie a déjà donné des résultats concrets. De nombreux médicaments sont désormais produits en Algérie, permettant de réduire la facture d'importation de plus de 3 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. P 3

3e ÉDITION DU SOMMET DE LA FINTECH

Des startups proposent des solutions innovantes

La troisième édition du Sommet de la technologie financière et du e-commerce, qui s'achève samedi à Alger, a été marquée par l'émergence de startups s'adaptant à l'évolution rapide du commerce en ligne en Algérie, en proposant des solutions innovantes, dans un contexte où l'Etat accorde un soutien significatif au développement de ce secteur.

P 2

PRÉSERVATION DES ZONES HUMIDES EN ALGÉRIE

Un engagement renouvelé

Les zones humides, véritables poumons écologiques du territoire national, occupent aujourd'hui une place centrale dans les préoccupations environnementales du pays. Face aux menaces croissantes liées à l'activité humaine et au changement climatique, l'Algérie met en place des stratégies visant à préserver ces écosystèmes fragiles mais essentiels. Mme Saida Laouer, Sous-Directrice de la Préservation du Littoral, des Milieux Marins et des Zones Humides au Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables, revient sur les initiatives gouvernementales ambitieuses mises en œuvre.

P 3

FORMATION PROFESSIONNELLE

Adoption d'une nouvelle vision

Dans un contexte où le marché du travail évolue rapidement, l'adéquation entre la formation professionnelle et les besoins des employeurs devient essentielle. C'est dans cette optique que le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a présenté plusieurs initiatives majeures visant à adapter les offres de formation aux exigences actuelles du marché de l'emploi, lors d'une conférence virtuelle organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

P 5

HADJ 2025

Lancement de l'opération de paiement des frais P 2

MARCHÉ DU GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

L'Europe, première destination du GNL algérien P 5

UNIVERSITÉ DJILLALI LIABES-ENIE

Activation des accords de partenariat et de coopération P 3

AÉROPORT D'ALGER

Ouverture prochaine de bureaux de change

La Société de Gestion des Services et Infrastructures Aéroportuaires d'Alger a annoncé, hier, l'ouverture prochaine des bureaux de change de la Banque d'Algérie, selon un communiqué publié en ligne sur sa page Facebook. Ces bureaux de change, qui auront pour mission, selon la même source, de délivrer l'allocation touristique pour les citoyens algériens souhaitant voyager à l'étranger, seront implantés au niveau de la salle d'embarquement du terminal Ouest - zone réservée - ainsi que dans la salle d'embarquement du Terminal 1 – Hall 2. Cette nouvelle annonce s'ajoute à celle de l'Entreprise Portuaire d'Alger (EPAL), qui a annoncé, jeudi, dans un communiqué l'ouverture "prochaine" de quatre bureaux de change au niveau de la gare maritime, une démarche visant à faciliter les opérations de change pour les voyageurs. Premiers du genre en Algérie, ces bureaux, qui commenceront leurs services "bientôt", s'inscrivent dans le cadre de "la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à l'augmentation de l'allocation touristique au profit des citoyens algériens", précise le communiqué.

S R.

3e ÉDITION DU SOMMET DE LA FINTECH

Des startups proposent des solutions innovantes

La troisième édition du Sommet de la technologie financière et du e-commerce, qui s'achève samedi à Alger, a été marquée par l'émergence de startups s'adaptant à l'évolution rapide du commerce en ligne en Algérie, en proposant des solutions innovantes, dans un contexte où l'Etat accorde un soutien significatif au développement de ce secteur.

Par R E.

Lors d'une visite des stands de l'exposition organisée en marge du Sommet, l'APS a pu constater les progrès réalisés par les startups en matière de commerce électronique. Alors qu'elles se concentraient auparavant essentiellement sur la livraison, elles proposent désormais des solutions plus avancées, complètes et innovantes. Dans un coin du salon, organisé au centre culturel de Djamaâ El-Djazaïr, quatre jeunes entrepreneurs présentent "Feef", une plateforme algérienne permettant de créer des boutiques en ligne sans aucune connaissance en programmation. Nouh Ben Zina, représentant de cette startup, explique que cette solution dispense les commerçants de souscrire à des services étrangers onéreux, ce qui lui a permis d'attirer un nombre croissant de clients, bien que lancée il y a seulement deux mois. La plateforme, selon lui, intègre les services de livraison algériens et permet la gestion des produits et des stocks. Elle offre également des fonctionnalités personnalisées à la demande, comme le paiement électronique, une option encore peu utilisée en Algérie, où le paiement à la livraison demeure majoritaire. Non loin de ce stand, la startup "Mehni" présente sa plateforme "Weewee", spécialisée dans les services de livraison. Lancée en 2021, elle propose récemment une nouvelle fonctionnalité sur le marché algérien. Selon Chihab Eddine Idrissi, responsable marketing de l'entreprise, il s'agit du "E-COD" (paiement électronique à la livraison), une option qui permet d'accélérer le règlement des transactions pour les commerçants en ligne et de renforcer la confiance des clients, qui peuvent ainsi voir et essayer les articles avant de payer instantanément par voie électronique. L'application offre aux commerçants diverses fonctionnalités essentielles, notamment le suivi des colis, la gestion d'un portefeuille électronique et plusieurs options de livraison, telles que l'acheminement à domicile, en agence ou vers des points relais. Dans le même espace, l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) dispose d'un stand regroupant plusieurs startups bénéficiant de son programme d'incubation. Parmi elles, l'entreprise "Siraj" qui présente sa plateforme "SellSabeel", un système cloud multicanal pour la gestion des ventes. Selon Monsef Saadi, responsable commercial de la startup, ce programme permet notamment de créer des boutiques en ligne, de gérer les cartes de fidélité, les stocks et les flux financiers, tout en assurant une interaction fluide avec les commerciaux. La startup propose cette solution sous forme de service sur abonnement mensuel, permettant une personnalisation adaptée aux besoins spécifiques de chaque client, dans le but de réduire les coûts. Quant à la plateforme "DeliverEase", développée par la startup de Diya Eddine Harati, elle a obtenu le label de "projet innovant" auprès de l'ANPT et attend son agrément en tant que startup pour être officiellement lancée. Destinée aux entreprises travaillant avec des livreurs indépendants, elle permet de gérer leurs tâches en temps réel. Ce système, selon son fondateur, facilite la communication entre l'entreprise et ses livreurs, en leur attribuant des missions sur des itinéraires optimisés et en assurant un suivi en temps réel, avec une messagerie instantanée intégrée. Les exposants rencontrés par l'APS s'accordent sur l'importance de généraliser le paiement électronique et d'en lever les obstacles, afin d'accélérer le développement du commerce en ligne en Algérie. Celui-ci a connu une croissance significative ces dernières années, malgré la prédominance du paiement à la livraison.

ORAN

Validation de six nouveaux projets d'aquaculture

La commission chargée de la création des fermes aquacoles au niveau de la wilaya d'Oran a approuvé, récemment, six projets d'aquaculture, avec une capacité totale de production estimée à 2.220 tonnes, a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Menouar Meghni Sandid. Ces futures fermes aquacoles seront spécialisées dans la production de dorade royale, de loup de mer et de moules, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il s'agit d'investissements privés soumis aux autorités locales, qui ont été validés par la commission spécialisée dans la création de ce type d'établissements après étude. "Tous les projets qui répondent aux conditions ont été validés", a-t-il souligné, notant que les investisseurs entameront leurs démarches auprès des domaines de l'Etat pour l'acquisition du foncier marin et terrestre.
Les six fermes aquacoles démarreront la production, avant la fin de l'année en cours, a-t-il affirmé, soulignant que l'approbation de ces projets a été possible grâce à l'initiative des autorités de la wilaya, en 2023, pour assainir le foncier maritime attribué à des investisseurs qui n'ont pas concrétisé leurs projets. Dans ce cadre, pas moins de 124 hectares de foncier maritime non exploité ont été récupérés grâce à cette opération d'assainissement, a-t-il expliqué. Pour rappel, la wilaya d'Oran dispose actuellement de quatre projets d'aquaculture, deux concernent l'élevage de la dorade royale et du loup de mer, et deux autres sont spécialisées dans l'élevage des moules.

HADJ 2025

Lancement de l'opération de paiement des frais à travers toutes les wilayas du pays

L'opération de paiement des frais du Hadj pour la saison 1446h/2025, estimés à 840.000 DA (frais du billet d'avion inclus), a débuté dimanche et se poursuivra jusqu'au 28 février en cours.
Le coup d'envoi de l'opération a été donné depuis le siège de la Banque d'Algérie, sis à Rue Zighoud Youcef (Alger). L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) avait annoncé, dans un communiqué précédent, que le coût du Hadj pour la saison 1446/2025 a été fixé à 840.000,00 DA, frais du billet d'avion inclus, appelant les citoyens concernés, ayant obtenu le certificat de succès pour l'accomplissement des rites du hadj, le carnet de santé et le certificat de bonne santé, à se présenter aux succursales de la Banque d'Algérie (BA) de leurs wilayas pour s'acquitter des frais de pèlerinage.
L'Office a fixé la période de paiement du 2 au 28 février, précisant que les pèlerins doivent être munis d'un passeport biométrique d'une validité d'au moins six (06) mois à compter du 4 juin 2025, d'une attestation de succès délivrée par les services communaux pour cette saison, et d'un certificat de bonne santé délivré par la commission médicale de wilaya. Les pèlerins recevront un reçu de paiement des frais des services du pèlerinage d'un montant de 670.000,00 DA ainsi qu'un reçu de paiement du billet d'avion d'un montant de 170.000,00 DA.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MINISTRE A ORDONNÉ LE TRAITEMENT EN URGENCE DES DOSSIERS EN SUSPENS

De nouvelles mesures pour booster l'industrie pharmaceutique

L'industrie pharmaceutique joue un rôle clé dans l'économie du pays, en garantissant l'accès aux médicaments tout en réduisant la dépendance aux importations. Cette stratégie a déjà donné des résultats concrets. De nombreux médicaments sont désormais produits en Algérie, permettant de réduire la facture d'importation de plus de 3 milliards de dollars au cours des quatre dernières années.

Par Sirine R

Le gouvernement prévoit ainsi de continuer sur cette lancée afin de réduire davantage la facture d'importation et de conquérir des parts de marché à l'international. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'instruction du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, qui a ordonné le traitement « en urgence » des dossiers d'investissement en suspens dans le domaine des industries pharmaceutiques.

Cette instruction a été donnée lors d'une rencontre avec les opérateurs publics et privés activant dans ce domaine, en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji, et de cadres du ministère, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la disponibilité et la qualité des médicaments, pour une meilleure prise en charge des patients et la satisfaction des besoins nationaux.

En effet, l'objectif est de lever les obstacles liés à ces projets d'investissements, qui devraient contribuer pleinement à l'augmentation de la couverture du « made in Algeria » sur le marché national, à hauteur de 80%, tout en se lançant dans la production de médicaments innovants. Ces traitements innovants continuent de peser fortement sur la facture d'importation. De nombreux investissements importants sont actuellement en cours de réalisation, et d'autres ont été annoncés. Aujourd'hui, plusieurs entreprises algériennes fabriquent des médicaments dans diverses catégories thérapeutiques, comme les médicaments génériques, les antibiotiques, les analgésiques, les traitements contre les maladies chroniques et les vaccins. De nombreuses grandes entreprises pharmaceutiques mondiales ont également établi des partenariats avec des entreprises algériennes pour la production locale de médicaments. Des orientations claires ont été données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin de dynamiser davantage la production nationale, et il a souligné que le Groupe public Saidal doit retrouver sa place, en recouvrant une partie du marché local.

Création d'un bureau vert au ministère

Au cours de cette réunion, M. Ghrieb a écouté les préoccupations et les propositions des opérateurs, portant essentiellement sur l'encouragement des investissements dans le secteur pharmaceutique, en particulier la production en full process à partir des matières premières, l'enregistrement des médicaments et le traitement des dossiers y afférents, ainsi que les études de bioéquivalence des médicaments génériques.

Les opérateurs ont également évoqué le processus d'authentification et de conformité, notamment en ce qui concerne les dispositifs médicaux, ainsi que le développement de médicaments innovants et l'exportation de médicaments et de produits pharmaceutiques pour lesquels l'Algérie a atteint l'autosuffisance. A l'issue des discussions, M. Ghrieb a donné des instructions pour la «création d'un bureau vert au niveau du ministère pour le traitement urgent des dossiers de projets d'investissement qui ont été réalisés et qui attendent d'obtenir les licences nécessaires pour commencer la production, ainsi que ceux qui contribuent à répondre aux besoins du marché national et à développer la production locale". Le ministre a mis l'accent sur la nécessité de "trouver un mécanisme pour orienter et organiser les investissements dans l'industrie pharmaceutique de manière à répondre aux besoins nationaux concernant différents types de médicaments, de produits pharmaceutiques et de matériel médical, tout en impliquant les opérateurs activant dans ce domaine", précisant que les canaux de communication restent ouverts à tous les opérateurs.

Les propositions des opérateurs «seront prises en compte et constitueront le point de départ pour élaborer une feuille de route et une stratégie globale aux contours claires pour le développement de l'industrie pharmaceutique en Algérie», a-t-il assuré. Il a rassuré que les opérateurs activant dans l'industrie pharmaceutique «bénéficieront de toutes les facilitations et de l'accompagnement nécessaire pour concrétiser leurs investissements», tout en «œuvrant à réduire les délais de traitement des dossiers d'enregistrement des médicaments et à alléger les procédures de conformité concernant le matériel médical».

De son côté, le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique a expliqué que «l'objectif de ces rencontres est de débattre de l'état du secteur, de relancer la production pharmaceutique nationale, de garantir la disponibilité des médicaments efficaces, de réduire la facture des importations de médicaments et de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les opérateurs sur le terrain». En somme, le secteur pharmaceutique en Algérie continue de se moderniser et de se développer, avec une vision à long terme pour atteindre une plus grande autosuffisance en matière de production de médicaments. L'objectif pour l'avenir est d'améliorer la compétitivité de l'industrie, d'investir dans la R&D et de répondre aux exigences de qualité internationales.

UNIVERSITÉ DJILLALI LIABES-ENIE

Activation des accords de partenariat et de coopération

Les accords de partenariat et de coopération entre l'Université Djillali Liabes de Sidi Bel- Abbes et l'Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) ont été activés, dans le cadre du renforcement de la collaboration pour le développement des recherches, des idées et des produits dans le domaine électronique, a-t-on appris, dimanche, auprès de la cellule de communication de l'université. Selon la même source, "l'activation des accords de partenariat entre les deux parties a eu lieu lors d'une réunion tenue, en fin de semaine dernière, entre le Recteur de l'université, le professeur Bouziani Merahi, et le Président-directeur général de l'Entreprise Nationale des Industries Electroniques de Sidi Bel Abbes, Mohamed Abbes Bourassi, afin d'établir les cadres de coopération et de définir ses perspectives futures". Dans ce cadre, les accords existants ont été réactivés, en mettant l'accent sur la nécessité de rechercher des solutions efficaces permettant de favoriser le développement technologique, de suivre les dernières avancées dans le domaine et de les maîtriser, a-t-on indiqué de même source.

La réunion a également souligné l'importance de tirer profit des compétences, des projets et laboratoires de recherche de l'université, d'échanger des expertises et de permettre aux chercheurs d'accéder au laboratoire de développement et de recherche technologique de l'ENIE, ainsi qu'à ses différentes unités industrielles. "Ces accords visent à renforcer la coopération entre l'université et les entreprises économiques en connectant la recherche scientifique au secteur industriel, en exploitant les résultats scientifiques dans ce domaine et en les concrétisant pour répondre aux besoins du marché national et soutenir l'économie nationale, conformément à la stratégie nationale tracée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a expliqué la même source. Ce partenariat constitue un pilier essentiel pour valoriser la recherche scientifique et renforcer les capacités des entreprises locales, en vue d'améliorer leurs produits et leurs compétitivité aux niveaux national et international, a-t-on ajouté.

Il permet également de stimuler la créativité et l'innovation, contribuant ainsi au développement durable, à l'amélioration des compétences et à l'essor technologique, favorisant ainsi le rayonnement du produit national.

R E.

PRÉSERVATION DES ZONES HUMIDES EN ALGÉRIE

Un engagement renouvelé

Par Mourad A.

Les zones humides, véritables poumons écologiques du territoire national, occupent aujourd'hui une place centrale dans les préoccupations environnementales du pays. Face aux menaces croissantes liées à l'activité humaine et au changement climatique, l'Algérie met en place des stratégies visant à préserver ces écosystèmes fragiles mais essentiels. Mme Saida Laouer, Sous-Directrice de la Préservation du Littoral, des Milieux Marins et des Zones Humides au Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables, revient sur les initiatives gouvernementales ambitieuses mises en œuvre.

L'Algérie recense 2 375 zones humides réparties à travers les 58 wilayas, dont 50 sont classées au niveau international par la Convention de Ramsar. Le pays entend faire de ces espaces des leviers pour la biodiversité et le développement local, a précisé Mme Laouer lors de son intervention sur la « Chaîne II » de la radio algérienne. « Notre priorité est de garantir une exploitation rationnelle et durable de ces écosystèmes », a-t-elle affirmé, soulignant l'importance de concilier développement économique et préservation de l'environnement.Les stratégies mises en place reposent sur plusieurs axes. Tout d'abord, le cadre législatif est renforcé par des lois spécifiques telles que la Loi 03-10 sur la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, ainsi que la Loi 02-02 visant à protéger le littoral. « Ces lois nous permettent de classer certaines zones sensibles comme espaces protégés, ce qui implique une gestion encadrée pour éviter toute exploitation anarchique », a expliqué SadiaLaouer. Cette réglementation est soutenue par une surveillance environnementale renforcée, avec des inspections régulières des industries et des activités susceptibles de polluer.

En parallèle, le gouvernement met l'accent sur la valorisation économique des zones humides, notamment à travers le développement du tourisme écologique et l'exploitation raisonnée des ressources naturelles locales. « Nous croyons fermement que le tourisme écologique peut devenir un moteur économique tout en sensibilisant le grand public à l'importance de ces écosystèmes », a souligné la responsable. Par ailleurs, la promotion des plantes médicinales et aromatiques ainsi que l'aquaculture sont explorées comme moyens de valoriser ces espaces tout en préservant leur équilibre écologique. Les universités algériennes jouent également un rôle crucial dans cette démarche. Des partenariats, notamment avec les universités de Guelma et Ouargla, permettent de mieux comprendre la biodiversité locale et de proposer des solutions adaptées. « La recherche scientifique est notre boussole, » a expliqué Mme Laouer. « C'est grâce à ces études que nous pouvons adapter nos stratégies et prendre des décisions éclairées pour protéger ces habitats uniques », a-t-elle ajouté. L'État a également lancé huit nouvelles opérations financées par le budget national pour classer d'autres zones humides, dans le cadre d'une initiative plus large visant à préserver les ressources en eau, particulièrement menacées par la hausse des températures et la baisse des précipitations. « Nous devons agir maintenant pour sécuriser l'avenir de notre patrimoine naturel », a averti la responsable.Si la pollution et l'urbanisation représentent des menaces directes, le changement climatique est également un facteur aggravant pour les zones humides. « Nous observons une accélération de la dégradation de ces écosystèmes due aux sécheresses prolongées et aux phénomènes climatiques extrêmes », a alerté l'intervenante. À l'échelle mondiale, les zones humides ont diminué de 35 % de leurs surfaces, ce qui entraîne une évaporation accrue des ressources en eau et met en péril les espèces qui en dépendent. Face à ce constat, des actions de reforestation et de restauration écologique sont engagées en Algérie, avec le soutien des collectivités locales et de la société civile. « Notre objectif est de renforcer la résilience de ces espaces en reconstituant des habitats naturels et en limitant les pressions humaines », ajoute-t-elle. De plus, la gestion raisonnée des barrages et des retenues d'eau constitue un levier clé pour assurer un approvisionnement stable en eau douce, notamment pour les zones humides artificielles. À travers ces initiatives, le gouvernement algérien montre sa détermination à protéger ses zones humides, véritables trésors naturels. Mais comme l'a rappellé Mme Laouer, « la protection de ces espaces ne peut réussir qu'avec la mobilisation de tous, du citoyen à l'entreprise ». Cela nous invite à repenser notre rapport à la nature pour un avenir plus vert et plus durable.

WILAYA D'ALGER

Réunion de travail pour suivre les projets de décongestion routière

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi a présidé, samedi, une réunion de travail restreinte du Conseil exécutif pour suivre les projets routiers visant à décongestionner le trafic routier dans la capitale, indique un communiqué des services de wilaya. Lors de cette réunion, qui s'est déroulée au siège de la wilaya, en présence de son secrétaire général, des directeurs exécutifs concernés, des directeurs des établissements publics concernés et des cadres de la wilaya, un exposé a été présenté par le Directeur des travaux publics, comprenant les principaux projets routiers en cours de réalisation. Il s'agit notamment de la RN 38 reliant Djasr Kasentina et El Harrach, du chemin de wilaya 111 reliant les communes de Chéraga et Ain Benian, du dédoublement de la route dans la zone touristique située entre Sidi Fredj et le complexe touristique de Mazafran, du projet de liaison de la route menant du complexe olympique Mohamed Boudiaf vers la deuxième rocade au niveau de Khraissia, en passant par Draria et El Achour, de la route de Hamissi à Zéralda, et de la RN 36. S'ajoutent à cela le deuxième tronçon du projet menant de Djenane Sfari au niveau de la RN 01 Bir Khadem, Saoula, ainsi que le chemin de wilaya 111 reliant Baba Hassen et Saoula (entrée sud). L'exposé a également porté sur les projets qui n'ont pas encore été lancés, et qui sont financés par le budget de l'Etat et de la wilaya, ajoute la même source. A l'issue de l'exposé, le wali d'Alger a instruit notamment d'accélérer le rythme des travaux, en adoptant un système de rotation 3x8, 7 jours sur 7, en mobilisant tous les moyens nécessaires par les entreprises de réalisation pour augmenter le rythme des travaux afin de pouvoir livrer les projets dans les plus brefs délais, et de lever tous les obstacles empêchant la concrétisation des projets routiers qui n'ont pas encore été lancés. Le wali a également insisté sur l'importance de veiller à la réduction des délais de réalisation, notamment dans les grands projets à même de contribuer de manière significative à assurer la fluidité de la circulation pour les citoyens, conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université, lieu approprié pour concrétiser la stratégie des pouvoirs publics

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a qualifié, samedi à Adrar, l'université de "lieu approprié pour concrétiser la stratégie des pouvoirs publics". «L'université est l'espace approprié pour concrétiser la stratégie des pouvoirs publics d'où l'importance de développer l'innovation en milieu universitaire et l'exploiter dans divers domaines de développement»', a affirmé M. Baddari, lors de sa visite de travail dans la wilaya, en compagnie du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah. Le ministre a indiqué, lors de l'inauguration de bureaux dédiés à l'innovation, au niveau de l'espace technologique de l'université d'Adrar, que «la stratégie des hautes instances du pays 2024/2029 vise à créer, avec le concours du ministère de l'Economie de la connaissance, 20.000 startups et d'accroitre le nombre d'étudiants-entrepreneurs et de donner forme aux innovations des étudiants à même de réaliser des produits et services commercialisables». Pour sa part, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné l'importance de la complémentarité entre les deux départements ministériels dans le montage de start-ups et le lancement d'entités algériennes versées dans les nouvelles technologies, en concrétisant la coopération entre les secteurs public et privé. «Ceci permettra de maitriser et d'exploiter les technologies délicates dans divers secteurs, dont l'agriculture, l'urbanisme et la solution des besoins du marché local, la contribution à l'édification d'une économie basée sur l'économie de la connaissance, en application des directives des hautes instances du pays, à l'instar de la dynamisation de la sous-traitance comme mécanisme efficient pour la fiabilité des start-ups», souligne-t-il.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE À ORAN

20.000 visiteurs enregistrés

La septième édition du Salon international de l'agriculture, qui a pris fin samedi soir au Centre des conventions Mohamed-Benahmed" d'Oran, a attiré environ 20.000 visiteurs, ont indiqué les organisateurs. Cette édition, qui s'est tenue du 29 janvier au 1er février, a enregistré environ 20.000 visiteurs, parmi lesquels des agriculteurs et des investisseurs dans divers domaines agricoles, soit une moyenne d'environ 5.000 visiteurs par jour, a précisé, à l'APS, l'organisateur de l'événement, Chamseddine Belhadj Amara. Ce rendez-vous économique, visant à favoriser l'échange d'expériences entre les différents acteurs économiques, a permis la conclusion de contrats dans divers secteurs liés à l'agriculture, notamment celui d'irrigation agricole, qui repose sur des solutions innovantes pour une gestion rationnelle des ressources en eau, a indiqué la même source. Le salon a présenté divers produits agricoles ainsi que des équipements utilisés pour le labours-semailles, le machinisme agricole, l'irrigation, la fertilisation naturelle, l'alimentation du bétail, l'emballage des produits agricoles, les insecticides et les traitements fongiques. Cette édition a constitué également un espace de débat sur les enjeux actuels et futurs de l'agriculture, à travers un programme concocté par les organisateurs, incluant plusieurs sessions et conférences animés par des experts pour proposer des solutions pratiques en lien avec les priorités nationales dans le domaine de l'innovation technologique, de la gestion durable des ressources et de l'intégration des jeunes dans les métiers agricoles. Pour rappel, le Salon international de l'agriculture d'Oran, qui a vu la participation d'environ 80 exposants de l'Algérie et de l'étranger, a été organisé par l'agence "Exposium".

PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN PRODUITS AGRICOLES

Le ministre Cherfa préside une réunion d'évaluation

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a présidé, samedi, une réunion d'évaluation des différentes opérations inscrites dans le cadre du programme d'approvisionnement du marché en produits agricoles de large consommation, en prévision du mois de Ramadhan prochain. Selon un communiqué du ministère, la réunion s'est déroulée en présence des présidents-directeurs généraux (Pdg) des groupes économiques, des directeurs des offices sous tutelle, et des cadres centraux concernés. Un exposé a été présenté, à cette occasion sur le programme de régulation des viandes blanches et rouges, et des légumes tels que la pomme de terre, l'oignon, l'ail, les céréales, les légumineuses, le lait et ses dérivés, ainsi que l'huile d'olive. M. Cherfa a salué les efforts consentis par tous les acteurs et les mesures proactives prises pour assurer la disponibilité des produits agricoles les plus consommés durant le mois de Ramadhan, en adéquation avec le pouvoir d'achat des citoyens, selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Février 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج/كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	112	80	الطماطم	
	Oignon sec	51	57	44	البصل الجاف	
	Ail sec	504	571	438	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	59	الجزر	
	Navet	81	91	71	لفت	
	Choux fleur	66	74	57	قرنبيط	
	Choux	83	91	74	الكرنب	
	Courgette	154	168	139	الكوسة	
	Haricot vert	343	361	324	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	110	86	الخس	
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	102	135	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	400	511	289	التفاح المحلي	
	Datte	524	658	390	التمر	
	Banane	429	443	416	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1765	1891	1639	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	337	349	325	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,36	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 370,00	2370,00	0,00	0,59	2,69	7,11	7,59	540	1 279 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	2273,00	0,00	0,25	-0,29	11,96	5,50	30000	68 190 000,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,81	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-10,80	2,03	-	1234	499 770,00

FORMATION PROFESSIONNELLE

Adoption d'une nouvelle vision

Dans un contexte où le marché du travail évolue rapidement, l'adéquation entre la formation professionnelle et les besoins des employeurs devient essentielle. C'est dans cette optique que le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a présenté plusieurs initiatives majeures visant à adapter les offres de formation aux exigences actuelles du marché de l'emploi, lors d'une conférence virtuelle organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

Par Mourad A.

Au cours de cet événement, qui a réuni des acteurs politiques et des responsables jeunesse, le ministre a détaillé le plan d'action de son secteur. Ce dernier vise à rénover l'offre de formation professionnelle en se concentrant sur les compétences recherchées par les employeurs. Il a souligné la nécessité de renforcer les systèmes d'information pour mieux cerner les attentes du marché et faciliter l'intégration des jeunes diplômés. « Nous devons revoir les programmes de formation et proposer des spécialités qui répondent directement aux exigences des entreprises », a-t-il affirmé.

L'une des priorités de ce plan d'action réside dans la post-formation, afin d'améliorer l'employabilité des jeunes. « L'objectif est d'offrir aux diplômés des formations pratiques et adaptées pour maximiser leurs chances d'accéder rapidement à un emploi », a précisé Yacine El Mahdi Oualid. La révision des contenus de formation et l'introduction de nouvelles spécialités jugées cruciales dans ce cadre seront essentielles. La transition numérique est également un axe majeur de cette réforme. Le ministre a insisté sur le fait que la modernisation du secteur passe par l'accélération de la numérisation, tant dans la gestion des formations que dans le développement de nouveaux outils pédagogiques. « L'objectif est de préparer les jeunes aux métiers de demain, qui exigent souvent des compétences numériques avancées », a-t-il expliqué.

Parmi les autres initiatives notables, la création de centres d'excellence dans des secteurs spécifiques figure en bonne place. Ces centres, en partenariat avec le monde économique, auront pour mission de dispenser des formations de qualité et de définir des programmes plus en phase avec les besoins du marché. « Ces structures seront également impliquées dans l'élaboration des programmes, afin de mieux répondre aux attentes du tissu économique local », a précisé le ministre. En parallèle, le secteur prépare le lancement des Olympiades des métiers, prévues pour la fin de l'année. Ce concours vise à valoriser les talents des stagiaires en leur offrant un environnement compétitif, ce qui pourrait également stimuler leur ambition et les encourager à exceller dans leurs domaines respectifs.

De son côté, Mustapha Hidaoui, ministre de la Jeunesse et responsable du Conseil supérieur de la jeunesse, a salué les efforts du ministère de la Formation professionnelle, soulignant l'importance de cette réforme pour mieux connecter la formation aux opportunités d'emploi, notamment en faveur de la jeunesse. Il a également confirmé que son département soutenait activement cette démarche, dans le but de répondre aux attentes des jeunes en matière de développement professionnel.

Cette réforme s'inscrit dans une volonté claire de répondre aux défis du marché du travail et aux aspirations des jeunes Algériens, en leur offrant une formation moderne, adaptée et en phase avec les réalités économiques du pays.

GESTION DES STATIONS-SERVICE

Le ministre de l'Energie à l'écoute des préoccupations des investisseurs

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, dimanche à Alger, une délégation de l'Union nationale des investisseurs et propriétaires de relais et stations-service (Uniprest) pour s'enquérir des préoccupations des professionnels du secteur, indique un communiqué du ministère. La rencontre entre M. Arkab et la délégation de l'Uniprest, conduite par son président, Oussama Meriane, s'est déroulée en présence du président de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), Mohamed Said Naït Abdelaziz, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et de cadres du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer le dialogue avec les partenaires économiques et à écouter les aspirations des investisseurs pour contribuer au développement du secteur des hydrocarbures et améliorer la qualité des services proposés aux citoyens, selon le communiqué.

Lors de cette rencontre, M. Arkab a écouté plusieurs préoccupations liées principalement à l'organisation de l'activité des investisseurs privés dans la distribution des produits pétroliers, à l'amélioration des services et à l'accompagnement attendu du secteur de l'énergie. Il a également été question des mécanismes de renforcement du partenariat entre les secteurs public et privé et du développement de l'infrastructure des stations-service.

Dans ce cadre, le ministre d'Etat a mis en avant le "rôle stratégique" que jouent les exploitants de stations-service dans la garantie d'un service public vital, saluant leur engagement à assurer la continuité de l'activité même dans des conditions difficiles. Il a en outre insisté sur la conjugaison des efforts de tous les acteurs pour garantir une coordination permanente et une concertation continue en vue d'améliorer les services proposés aux citoyens et de renforcer la contribution du secteur à l'économie nationale. Dans ce contexte, M. Arkab a appelé à moderniser les stations-service, soulignant l'importance d'étendre l'utilisation du GPL carburant en tant qu'alternative énergétique propre et durable. Au terme de la rencontre, le ministre d'Etat a souligné l'engagement de son département ministériel à examiner toutes les préoccupations soulevées et à œuvrer à trouver les solutions appropriées, en collaboration avec toutes les parties concernées, conclut le communiqué.

R E.

LUTTE ANTIACRIDIENNE

L'ASAL met son imagerie satellitaire au service de la CLCPRO

Par R. E.

L'Agence spatiale algérienne (ASAL) et la Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO) ont signé, dimanche à Alger, un accord de coopération pour la période 2025-2030, visant à renforcer les capacités de surveillance et de gestion préventive du criquet pèlerin grâce aux technologies spatiales. Il consiste à doter la CLCPRO et ses pays membres d'un système de surveillance modernisé, basé sur l'exploitation des données satellitaires fournies par l'ASAL. Il a été signé par le directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik, et le secrétaire exécutif du CLCPRO, Mohamed Lamine Hamouni, sous la supervision du secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Ben Saad. La cérémonie a réuni des hauts responsables et des partenaires institutionnels, dont des représentants de l'Agence algérienne de Coopération Internationale pour la Solidarité et le Développement et des organisations du Système des Nations Unies accréditées en Algérie. "Grâce à l'imagerie satellite, nous avons pu maîtriser l'invasion acridienne en Algérie et nous comptons partager cette expérience avec les pays de la région, en leur permettant de bénéficier de ce système d'alerte précoce", a déclaré M. Ben Saad.

Il a également assuré que la situation acridienne en Algérie est "parfaitement maîtrisée", précisant que la surveillance se poursuit, notamment dans la région d'In Guezzam, proche de la frontière avec le Niger. "A titre préventif, 23.000 hectares ont été traités, et huit équipes sont actuellement déployées sur le terrain dans le sud du pays", a-t-il indiqué. De son côté, M. Oussedik a mis en avant l'engagement de l'ASAL à fournir des données facilitant la surveillance des zones à risque et à appuyer la formation des experts nationaux sur leur exploitation. Ces informations seront intégrées par la CLCPRO dans ses mécanismes de suivi et d'alerte, permettant ainsi une meilleure réactivité face aux menaces acridiennes.

Pour sa part, M. Hamouni a souligné que cette coopération marque une "avancée majeure" dans la lutte contre le criquet pèlerin en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest, en intégrant l'innovation technologique aux stratégies de prévention. Il a également affirmé que la CLCPRO associera désormais l'ASAL à ses différentes activités en lien avec la lutte antiacridienne. Cet accord s'inscrit dans une démarche de coopération régionale et d'innovation technologique visant à garantir la protection des ressources agricoles des pays membres.

MARCHÉ DU GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

L'Europe, première destination du GNL algérien

Par M. A

En 2024, l'Algérie a une fois de plus confirmé sa place en tant que fournisseur de gaz naturel liquéfié (GNL) privilégié pour l'Europe. En effet, près de 97 % des exportations algériennes de GNL ont été dirigées vers le continent européen, représentant un volume total de 11,27 millions de tonnes sur 11,62 millions. Ce chiffre reflète l'importance stratégique des relations énergétiques entre l'Algérie et l'Europe, et la solidité des échanges commerciaux entre les deux régions, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

L'Europe reste le principal marché pour le GNL algérien, une position qu'elle conserve en raison de la proximité géographique de l'Algérie et de son rôle de fournisseur fiable en matière de gaz naturel liquéfié. L'Algérie, en tant que producteur majeur, joue un rôle clé pour un continent qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement. En 2024, les exportations algériennes ont été largement dominées par quelques grands pays européens. Parmi eux, la Turquie et la France ont été les plus importants importateurs, absorbant respectivement 4,05 millions de tonnes et 3,26 millions de tonnes. Ensemble, ces deux pays ont constitué près de la moitié des exportations algériennes vers l'Europe.

Bien que les exportations aient connu une baisse d'environ 14 % par rapport à l'année précédente, l'Algérie a su maintenir une position forte et continue de répondre aux besoins énergétiques croissants de ses partenaires européens. La Turquie et la France, en particulier, ont consolidé leur rôle de clients clés, et d'autres pays comme l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont également contribué de manière significative aux importations de GNL algérien. Ces échanges soulignent la stabilité des relations commerciales et la capacité de l'Algérie à s'adapter aux exigences du marché européen.

La réduction des exportations en 2024 s'explique par plusieurs facteurs internes et externes. Des travaux de maintenance importants sur les infrastructures de liquéfaction, notamment à la station d'Arzew, ont limité la production disponible pour l'exportation. Par ailleurs, la consommation intérieure de gaz a augmenté de manière significative, en particulier pour répondre à la demande en électricité pendant l'été, une période de forte consommation. Ces ajustements ont nécessité une réduction des envois à l'international. De plus, la demande européenne a connu un léger ralentissement, principalement en raison des incertitudes économiques mondiales. Cependant, l'Algérie reste bien positionnée pour l'avenir. Les perspectives de 2025 sont favorables, avec la fin prévue des accords de transit du gaz naturel russe via l'Ukraine. Cela pourrait ouvrir de nouvelles opportunités pour l'Algérie, qui devrait voir sa part du marché européen augmenter à mesure que l'Europe cherche à diversifier davantage ses sources d'approvisionnement en gaz.

L'Algérie continue de jouer un rôle central pour l'Europe, en fournissant un GNL de qualité à des pays clés. Malgré les défis rencontrés en 2024, le pays se distingue par sa capacité à maintenir une position stratégique sur le marché mondial de l'énergie, prêt à répondre à la demande européenne croissante dans les années à venir.

TLEMCEN

Réouverture de toutes les routes coupées en raison des chutes de neige

Toutes les routes, qui avaient été coupées en raison des chutes de neige survenues en fin de semaine dans la wilaya de Tlemcen, ont été rouvertes, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale des Travaux publics et des Infrastructures de base. Le directeur des Travaux publics et des Infrastructures de base, Mohamed Kacimi a indiqué, à l'APS que la circulation a été rétablie sur le chemin de wilaya (CW 106) reliant les communes de Sidi Djillali et Beni-Snous, ainsi que sur le chemin de wilaya 54 (CW 54) reliant la RN 22 à la commune de Beni-Snous et sur le CW 46 reliant les communes de Sebdou et Beni-Snous. Par ailleurs, afin de mener dans de bonnes conditions cette opération et de porter assistance aux automobilistes bloqués, la direction a mobilisé quatre chasse-neige, deux camions et une équipe composée de 17 agents, a fait savoir le même responsable. M. Kacimi a ajouté que des actions sont en cours pour rouvrir un tronçon de 3 km de la RN 22 reliant la commune de Remchi à la wilaya d'Aïn Temouchent, qui a été fermé en raison de la montée du niveau des eaux. Afin de permettre l'exécution des travaux de réouverture de cette route, "la circulation a été déviée dans le sens opposé et une équipe de 15 agents, équipée du matériel nécessaire, est mobilisée sur place", a-t-il souligné.

BOUIRA

Des études lancées par l'ANRH pour réaliser des forages profonds à Zbarbar

Des études pour la réalisation de trois forages profonds dans la commune montagneuse de Zbarbar (Ouest de Bouira), ont été lancées par l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), pour une enveloppe financière globale de 920 millions de dinars, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des ressources en eau (DRE).

Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant ordonné en février 2024 l'entame des forages des puits et de prospection des eaux souterraines dans les wilayas de Bouira et Béchar, ce projet porte sur la réalisation de trois forages profonds d'une capacité de 1000 mètres linéaires, selon les détails fournis à l'APS par le DRE par intérim, Nacer Belaid. Pour suivre de très près ce projet, le directeur général de l'ANRH, Hocine Ben Moufouk, s'est rendu la semaine dernière à Bouira pour s'entretenir avec les autorités locales à propos de cette opération, dont l'objectif est de renforcer l'alimentation en eau potable dans les communes de l'ouest de la wilaya qui connaît depuis quelques années des pénuries en eau notamment en période d'été.

Jeudi dernier, M. Ben Moufouk et le wali Abdelkrim Laâmouri, se sont déplacés sur les hauteurs de Saharidj pour visiter la source de Lainsser Averkane, et voir de près la nature des travaux à mener afin de le réhabiliter et renforcer l'alimentation en eau potable dans la région est de la wilaya.

Pour faire face également au manque d'eau potable que connaissent certaines communes du sud de la wilaya, la direction des ressources en eau de la wilaya a proposé aux autorités concernées le raccordement desdites localités au vaste champ captant de Birine (wilaya de Djelfa) pour renforcer l'alimentation en eau potable dans les communes du sud de la wilaya de Bouira, à l'image notamment de Dirah, Hadjra Zerga, Taguedit et Sour El Ghozlane. Ces communes connaissent un déficit en eau potable, particulièrement durant l'été malgré tous les projets réalisés. "Nous avons réalisé plusieurs projets et opérations de proximité, mais qui restent insuffisants alors pour pallier ce manque, nous avons proposé la possibilité de raccorder les communes souffrant du déficit hydrique au vaste champ captant de Birine", avait expliqué auparavant à l'APS l'ancienne DRE, Amina Bougoufa.

Le manque d'eau potable dans cette région est dû au fait que les communes s'y trouvant sont géographiquement loin des systèmes des grands transferts d'eau des deux barrages Koudiet Acerdoune et Tilesdit de Bouira, en outre, elles ne disposent pas d'eaux souterraines, selon Mme Bougoufa.

D'autres propositions à court et à moyen terme portant sur la réhabilitation de sources naturelles notamment du massif du Djurdjura "pourraient aussi être une solution afin de renforcer l'alimentation en eau potable particulièrement pour les communes de l'est de la wilaya", a souligné la même responsable.

Parmi ces sources, figure celle de Lainssar Averkane située sur les hauteurs de la commune de Saharidj, d'une capacité de 1.200 L/S en période d'hiver et de 200 L/S en été, selon les détails fournis par la DRE.

GUELMA

27 unités versées dans l'industrie alimentaire assurent l'approvisionnement du marché local

Les 27 unités de production versées dans les industries alimentaires, opérationnelles dans la wilaya de Guelma, assurent l'approvisionnement du marché local en différents produits de large consommation, a indiqué, samedi, le Directeur du commerce, Ahcène Ifrik. Le même responsable a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la production provenant de ces unités industrielles est "conséquente" et permet l'autosuffisance à la wilaya de Guelma dans de nombreuses denrées alimentaires de grande consommation. M. Ifrik a également précisé qu'il existait au total treize minoteries spécialisées dans la production de farine, avec une capacité de production de 2.800 quintaux/jour, "ce qui couvre largement les besoins exprimés localement et offre même la possibilité d'approvisionner certaines wilayas voisines pour la production de pain et de divers types de pâtisseries". Il a ajouté que la wilaya comptait également quatre unités de production de semoule disposant d'une capacité de 3.000 quintaux/jour, et de deux unités de production de lait (64.000 litres/jour) "couvrant la demande locale et celle des wilayas limitrophes". Selon le même responsable, le tissu industriel de la wilaya comprend aussi "cinq grandes conserveries, notamment de concentré de tomates, pour une capacité de production d'environ 34.000 tonnes/jour, ce qui, là encore, répond aux besoins locaux et à ceux du marché national". La wilaya dispose également d'une unité de production de sucre d'une capacité de 350 tonnes/jour, d'une grande unité de production d'eau minérale d'une capacité de 17.000 litres/jour et d'une unité de fabrication de pâtes alimentaires, a encore fait savoir M. Ifrik.

KHENCHELA

64 quintaux de tilapia rouge produits depuis début janvier

Une production de 64 quintaux de tilapia rouge a été réalisée dans la wilaya de Khenchela depuis le début du mois de janvier, a-t-on appris samedi auprès de la direction de la pêche et de l'aquaculture de Guelma dont dépend administrativement Khenchela. Cette production de 64 quintaux de poisson a permis à l'entreprise productrice Cosider de bénéficier d'une prime d'encouragement de 320.000 DA en un mois, a indiqué à l'APS Rabah Brima, chef du bureau aménagement des sites d'aquaculture et des plans d'eau de cette direction en marge d'une opération de capture et de commercialisation de 29 quintaux de tilapia à l'exploitation agricole de Cosider située au Sud de la commune de Babar.

En application des dispositions de l'article 116 de la loi de finances 2024 fixant les conditions pour bénéficier d'une prime incitative de 50 dinars par kilogramme de tilapia capturé par les producteurs, Cosider Agrico a bénéficié durant la période allant d'août 2024 jusqu'au 31 décembre de la même année, d'une prime incitative estimée à 725.000 dinars pour sa production de 145 quintaux de ce poisson.

Ces incitations financières ont permis à Cosider Agrico, leader national dans la production de poissons d'eau douce, d'ensemencer 800.000 alevins de tilapia rouge, dans le but de produire près de 200 tonnes courant 2025, selon la même source qui a ajouté que cela lui permettra de bénéficier d'une prime incitative estimée à 10 millions de dinars. M. Brima a appelé les producteurs souhaitant bénéficier de la prime incitative pour la production de tilapia à augmenter leur production pour accroître le montant de la prime incitative et de réduire le prix de vente ce qui bénéficiera à terme au consommateur. Les 29 quintaux de tilapia rouge capturés ce samedi à l'exploitation agricole de Cosider seront commercialisés à travers les pêcheries des wilayas de Khenchela, de Guelma, d'Alger et de Blida, a-t-on précisé.

Les organisations internationales en font-elles trop ?

Plus que jamais, les organisations internationales (OI) font l'objet d'une défiance croissante de la part des États. Coûteuses et inefficaces pour certains, elles sont au contraire intrusives et partisanes pour d'autres. Ainsi, le 28 octobre 2024, la Knesset votait deux lois interdisant à l'UNWRA, l'agence onusienne chargée de la protection des réfugiés palestiniens, d'exercer ses prérogatives humanitaires sur le « territoire» d'Israël. Un mois auparavant, Benyamin Netanyahou prononçait un discours à l'Assemblée générale des Nations Unies dans lequel il associait l'organisation à un « marécage antisémite ».

2e partie et fin

Par Anne-Cécile Robert

Depuis 1945, la non-discrimination selon les sexes figure dans les textes fondamentaux du système onusien : la Déclaration universelle des droits de l'Homme mais aussi la Charte de l'ONU qui mentionne, dans son préambule que les États ont « foi dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ». Des agences et programmes de l'ONU s'attellent donc depuis l'origine à promouvoir par exemple l'égal accès à l'éducation et à la santé en matière de développement et énoncent des règles pour le respect des droits politiques de chaque sexe. Mais un phénomène nouveau est apparu à partir des années 1990, la référence aux droits des personnes homosexuelles et, plus largement, de toutes les minorités ou groupes désormais désignées sous l'acronyme LGBTQIA+. Cette extension est notamment portée par le bureau du Haut-commissaire aux droits de l'Homme. Le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale indiquent désormais, parmi leurs recommandations, des mesures à prendre pour assurer la non-discrimination de ces personnes. Dans certains pays, cette nouveauté suscite des débats très vifs au motif que les cultures et coutumes locales seraient heurtées. Ainsi, au Ghana, en 2024, un débat a eu lieu sur la signature d'un programme du FMI. En Tunisie, le président a saisi le prétexte de telles conditions pour rejeter un accord avec cette instance. Les OI sont parfois dénoncées comme des instruments d'une occidentalisation forcée des mœurs, un argument manipulé par la Russie dans sa stratégie de séduction en Afrique.

Mais les États font parfois de la résistance. L'Allemagne s'oppose à l'extension des compétences de l'OMS. Washington a empêché que l'IUT supervise la cybersécurité. Les États-Unis s'opposent à ce que l'Organe de règlement des différends de l'OMC puisse mener des enquêtes techniques indépendantes.

Les politistes Vincent Pouliot et Jean-Philippe Thérien analysent le « processus d'expansion de la gouvernance mondiale », c'est-à-dire la manière dont, par capillarité, les OI traitent d'un nombre croissant de sujets, notamment à partir des politiques de développement ou de l'action humanitaire. Un « bricolage de pratiques », formalisé par des études techniques aboutit à la création de concepts qui peuvent avoir des effets opérationnels comme le « développement durable » ou la « protection des civils » pour ne prendre que les plus courants. Ils soulignent le rôle déterminant des experts et des modèles économétriques ou mathématiques. Le cadre global d'indicateurs permettant d'évaluer les Objectifs de développement durable ne serait pas neutre. Les décideurs ne devraient pas tant « chérir ce que nous mesurons » que « mesurer ce que nous chérissons » écrivent-ils à la suite de Navi Pillay, ancienne directrice du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme[3].

On assiste à un processus contradictoire où les OI, dans le feu de l'action, promeuvent des coopérations transnationales tandis que les États, qui conservent le contrôle politique, suivent avec une attention plus ou moins soutenue ces développements. Quoi qu'on en pense sur le fond, ces tensions traduisent un doute sur la légitimité de ce que font les OI et le manque de débats et de contrôle démocratique, au sein de chaque pays, sur ce que font les gouvernements sur la scène internationale. Une plus grande transparence et des comptes rendus d'action plus fréquents et plus clairs devant les Parlement éviteraient peut-être ces crispations. De manière méconnue, les OI sont ainsi parfois de véritables champs de bataille entre gouvernements.

Les OI comme champs de bataille

Les postes de direction au sein du système multilatéral ont toujours fait l'objet de luttes d'influences. Les États tentent d'obtenir le contrôle de certaines OI en plaçant à leur tête certains de leurs fonctionnaires ou ambassadeurs. Les règles d'élection sont fixées par les statuts de chaque OI. Pour les programmes onusiens, il arrive que ce soit le Secrétaire général qui procède aux nominations sous le contrôle de l'Assemblée générale. Les luttes de pouvoir sont permanentes et parfois très vives. On pourrait croire que les puissances « révisionnistes » d'aujourd'hui délaissent ces jeux pour s'adonner aux pures logiques de rapports de forces. En réalité, leur attitude est plus subtile, démontrant que l'ordre international est en transition : affaibli, il n'en demeure pas moins une référence. En quelques années, la Chine a ainsi obtenu la direction de plusieurs OI : l'Organisation de l'aviation civile internationale (Icao), l'Union internationale des télécommunications (ITU), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et, depuis 2019, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'un côté, les OI seraient coupables d'impuissance, de l'autre, elles en feraient trop, comme des usurpatrices illégitimes.

De leurs côtés, les États-Unis ont récemment placé des ressortissants à la tête du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation internationale des douanes. Ils ont obtenu de haute lutte la direction de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) en 2023 après un processus électoral à rebondissements à l'intérieur de l'organisation. Notons que l'OIM a été créée à l'initiative des États-Unis pour contrer l'influence supposée de l'URSS au HCR.

Fidèle à une certaine circonspection historique, la Russie soutient des candidats mais ne brigue que rarement la tête d'organisations. Elle s'assure en revanche de l'élection de ses représentants dans les comités et conseils de l'ONU. Américains et Européens se partagent depuis 1944 les directions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, au grand dam des pays du Sud qui réclament une meilleure représentation dans ces institutions essentielles au développement. Ces deux institutions, créées en 1944 à Bretton Woods, sont gouvernées selon la richesse de leurs membres : plus le produit intérieur brut d'un État est élevé, plus il a de poids dans les instances de direction, notamment des droits de vote. Mais la répartition des pouvoirs a été fixée en 1944 et sa modification appelle un consensus inatteignable pour l'instant, les pays industrialisés dominant ces institutions.

Les pays du Sud, soutenus par les Brics, demandent officiellement une répartition plus équitable des droits de vote et une place plus juste au sein des conseils d'administration. Le sujet est régulièrement abordé dans les discussions internationales et au sein des organes de l'ONU. C'est l'un des enjeux des réformes discutées en 2024. Ces batailles sont souvent méconnues du grand public mais révélatrices d'un entre-deux qui voit les États prendre des libertés avec l'ordre international sans pour autant le contester tout à fait.

Un étau se forme autour des OI, entre des États amnésiques, saisis des vertiges identitaires, et des reproches de plus en plus forts, aussi menaçant que contradictoires. D'un côté, les OI seraient coupables d'impuissance, de l'autre, elles en feraient trop, comme des usurpatrices illégitimes. Une fois de plus, les gouvernements évacuent leurs propres responsabilités : n'apposent-ils pas leur signature au bas des traités ? N'envoient-ils pas des émissaires et des fonctionnaires dans les OI ? Peuvent-ils raisonnablement prétendre que l'ONU est la cause des passions identitaires qui fracturent l'espace public ?

L'organisation internationale a un caractère contingent, c'est-à-dire qu'elle constitue une solution provisoire aux problèmes de l'action collective : elle propose des réponses partielles et plus ou moins durables aux besoins d'actions. On a vu des institutions communes se transformer au gré des besoins. Ainsi, entre 1947 et 1995, le commerce mondial n'était régi que par un accord de coordination, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, plus connu sous son acronyme anglais, Gatt. En 1995, les États ont décidé de créer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dotée d'un Organe de règlement des différends.

Certes, l'ONU peut se transformer et évoluer, mais la SDN a montré que les organisations n'étaient pas non plus immortelles. Leur vie et leur survie dépendent de l'intérêt que les États y trouvent. Les tensions internationales actuelles sont inédites par leur intensité et leur généralité, même si le monde fut, au cours de la guerre froide, au bord de grandes déflagrations comme en 1962 au moment de la crise de Cuba. Dans le langage diplomatique et à l'ONU, on s'inquiète de l'absence de « cordes de rappel », c'est-à-dire de solutions pour réactiver le dialogue quand les tensions montent. C'est l'engagement des États qui ont signé la Charte de San Francisco, sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale et du nazisme en 1945, qui semble s'émousser. Un risque grandit, celui de la rechute non seulement nos alcooliques anonymes se sont repris de boisson mais ils ne prennent même plus la peine de dissimuler les bouteilles. C'est pourquoi un sursaut est nécessaire et urgent.

Notes

[1] Yves Schemeil, The Making of the World: How International Organizations Shape Our Future, Verlag Barbara Budrig, 2023.
[2] Frédéric Thomas, L'Échec humanitaire : Le Cas haïtien, Éditions Couleur livre, 2012.
[3] Lire Vincent Pouliot et Jean-Philippe Thérien, Comment s'élabore une politique mondiale. Dans les coulisses de l'ONU, Presses de Science Po, 2024.

Source : LVSL.fr

MAURITANIE

Signature d'un accord de développement durable à 120 millions $ avec le fonds OPEP

Le fonds OPEP soutient le développement durable en Afrique à travers des financements dans l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En mobilisant des ressources pour des projets stratégiques, il facilite les partenariats public-privés et renforce la résilience économique des pays bénéficiaires.
La Mauritanie et l'OPEC Fund for International Development (fonds OPEP) ont signé un accord de partenariat prévoyant 120 millions USD de financement pour des projets stratégiques entre 2025 et 2027, en particulier dans le domaine de l'accès à l'énergie, selon un communiqué du mercredi 29 janvier.
Le financement sera alloué à des projets de développement clés, dont l'électrification à partir d'énergies renouvelables, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire et les infrastructures de transport. Un volet important de l'accord concerne également la promotion de la cuisson propre.
Outre le financement direct, l'OPEC Fund prévoit 500 000 USD de subventions pour accompagner les réformes réglementaires, la préparation des projets et l'assistance technique, notamment pour favoriser les partenariats public-privé (PPP) et attirer de nouveaux investisseurs.
« Nous sommes fiers de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes et des communautés pour un avenir plus résilient. Notre engagement en Mauritanie est axé sur le renforcement des secteurs clés de l'économie. L'assistance technique et une préparation solide des projets sont essentielles pour mobiliser des fonds de développement supplémentaires, permettre des partenariats public-privé (PPP) et attirer les investissements du secteur privé » a déclaré le président du fonds, Abdulhamid Alkhalifa.
Le fonds OPEP joue un rôle central dans le financement du développement à l'échelle mondiale. En Mauritanie, l'institution a déjà investi plus de 250 millions USD dans des infrastructures essentielles. Ce nouveau financement s'inscrit dans une dynamique plus large, après des engagements récents du fonds en Côte d'Ivoire et à Madagascar, où des financements ont été alloués à la modernisation énergétique et aux infrastructures durables et la cuisson propre.
Avec cet accord, le fonds OPEP confirme son engagement en faveur d'une croissance durable et inclusive. L'impact dépendra de la capacité du pays à mobiliser des financements complémentaires et accélérer la mise en œuvre des projets énergétiques.

EGYPTE

Les conditions en mer Rouge sont désormais favorables à la reprise graduelle de la navigation

Ossama Rabie affirme que le canal de Suez était prêt à fonctionner à pleine capacité et à présenter tous les services maritimes aux navires.

« Les conditions dans la région de la mer Rouge sont désormais favorables à la reprise graduelle de la navigation », a déclaré le président de l'Autorité générale du Canal de Suez, Ossama Rabie, ajoutant que le canal de Suez était prêt à fonctionner à pleine capacité et à présenter tous les services maritimes aux navires.
Ces déclarations ont eu lieu au cours de sa réunion avec les représentants de 23 compagnies et agences maritimes internationales, jeudi 30 janvier au siège de l'Autorité à Ismaïlia.
« L'Autorité du canal de Suez est soucieuse d'assurer une communication directe et efficace avec tous ses clients afin déchanger les points de vue sur les dernières évolutions en mer Rouge », a ajouté Rabie.
En référence à la guerre israélienne contre Gaza et les tirs de missiles houthis qui ont perturbé la navigation en mer Rouge, Rabie a rappelé que pendant cette période l'Autorité du canal avait tenu à appliquer les tarifs réduits et à introduire de nouveaux s services maritimes et logistiques pour minimiser les répercussions de la crise et répondre aux exigences de cette nouvelle situation.
Il a notamment souligné les services de sauvetage et d'ambulances maritimes, l'entretien et la réparation des navires, ainsi que les services liés au ravitaillement en carburant et au changement d'équipage.
Il a annoncé d'autre part la fin du développement du secteur sud du canal.
Dans ce secteur, le canal de Suez a été élargi de 40 mètres vers sur une longueur de 30 Km et sa profondeur augmentée de 24 à 27 mètres », explique le président de l'Autorité du Canal de Suez.
« Le développement du secteur sud présente de nombreux avantages à la navigation, notamment en termes de la sécurité de la navigation », dit-il.
Depuis novembre 2023, les rebelles houthis du Yémen ont mené des attaques contre des navires qu'ils estiment liés à Israël, mais aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Ils affirment agir en solidarité avec les Palestiniens dans le contexte de la guerre israélienne contre la bande de Gaza
Après la signature du cessez-le-feu le 19 janvier entre le Hamas et Israël, un responsable affilié au mouvement a déclaré à l'AFP que les Houthis se contenteraient désormais de viser les navires liés à Israël.
L'Egypte a perdu 7 milliards de dollars des revenus du Canal de Suez en 2024 à cause de la baisse de 60% de ses activités par rapport à 2023, selon les sources officielles.
Les revenus du canal de Suez, qui assure le passage de 12 % du commerce maritime mondial, constituent l'une des principales sources de devises pour l'Egypte.

TUNISIE

La sécurité énergétique au cœur de nouvelles mesures du gouvernement

Confrontée à des défis énergétiques, la Tunisie explore activement des moyens d'assurer sa sécurité sur ce segment, dans un contexte de croissance de la demande nationale.
La Tunisie compte accélérer la recherche d'hydrocarbures, améliorer la gestion des entreprises publiques du secteur énergétique et promouvoir les énergies renouvelables.
C'est le compte-rendu du Conseil des ministres tenu mardi 28 janvier, dans un contexte où le pays maghrébin cherche à sécuriser ses besoins en énergie.
Il fait en effet face à un déficit croissant et à un alourdissement de sa facture énergétique ces dernières années, ce qui affecte ses comptes publics. Selon l'Observatoire national de l'énergie, le déficit commercial énergétique a atteint 9 milliards de dinars (environ 2,8 milliards USD) à fin octobre 2024, en hausse de 17% en glissement annuel.
Ce chiffre traduit un déséquilibre croissant entre les importations et exportations d'énergie du pays. Cela en accentue la dépendance énergétique et en fragilise sa balance des paiements, dans un contexte de hausse des importations qui ont bondi d'environ 9% en 2024. Pour inverser la tendance, les autorités ont annoncé la finalisation prochaine du Code des hydrocarbures et de celui des énergies renouvelables.
La mesure sera accompagnée d'une refonte du cadre réglementaire des entreprises énergétiques publiques afin de leur offrir plus de flexibilité et d'efficacité.
L'État compte également veiller à la régularisation des terrains destinés à faciliter l'implantation de projets énergétiques. Cette démarche sera appuyée par un soutien aux investissements privés dans les énergies renouvelables et par la mise à jour de la réglementation sur le Fonds de transition énergétique.
Il y a quelques semaines, le président Kaïs Saïed avait évoqué l'idée d'exploiter le potentiel des déchets comme solution aux défis énergétiques du pays. L'objectif affiché est d'assurer un accès durable et abordable à l'énergie pour tous les citoyens.

ARABIE SAOUDITE

Les startups du MENA lèvent 2,3 milliards $ en pleine croissance des transactions

Le financement des startups au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a enregistré une hausse de 3,5% en 2024, totalisant 610 accords dans la région. Selon le rapport Wamada, la fintech reste le secteur phare, captant 30% des financements avec 700 millions de dollars. Le SaaS connait un essor en Arabie saoudite, tandis que le Web 3.0 et l'e-commerce attirent respectivement 256,8 et 253 millions de dollars.
Malgré ces succès sectoriels, le montant global des financements chute de 42% à 2,3 milliards de dollars. Hors financement par dette, la baisse se limite à 11%.
Les Émirats arabes unis dominent avec 1,1 milliard de dollars levés sur 207 transactions, suivis par l'Arabie saoudite (700 millions, 186 transactions) et l'Égypte (334 millions, 84 transactions).
Oman arrive quatrième avec 41,5 millions, devant le Maroc (20,8 millions) et la Tunisie (13,1 millions). La Jordanie, le Qatar et le Liban montrent des signes de croissance.
Les écosystèmes émergents en Jordanie, au Qatar et au Liban ont également montré une croissance modeste.
Les startups en phase précoce ont capté plus de 1,2 milliard de dollars, tandis que les phases avancées restent limitées. Les entreprises fondées par des femmes ont levé 27,6 millions (1,2% du total), les équipes mixtes obtenant 192 millions.

Ebana obtient 2,66 millions de dollars pour développer ses solutions fintech

La fintech saoudienne Ebana lève 2,66 millions de dollars en pré-série A pour développer ses services de gouvernance d'entreprise numérique, menée par Esnad Legal Consulting and Business Governance.
Fondée par Ali Al-Shareef en 2020, Ebana se spécialise dans la fourniture de solutions numériques et d'infrastructures technologiques dédiées à la gouvernance d'entreprise.
La nouvelle levée de fonds permettra à Ebana de perfectionner ses outils de relations investisseurs, d'étoffer son offre de solutions fintech et de consolider ses prestations auprès des entreprises cotées et non cotées.
La plateforme numérique de services à domicile Nabeeh a obtenu un financement, dont le montant n'a pas été dévoilé, de la part d'Ibtikar Fund. Créée en Palestine en 2021 par les entrepreneurs Saber Samara et Fawaz Samara, Nabeeh opère une marketplace digitale spécialisée dans la réservation de services domestiques, allant de l'entretien ménager aux travaux de maintenance et de rénovation.
"Les propriétaires et les entreprises sont souvent confrontés à un manque de fiabilité et de transparence de la part des prestataires de services d'entretien et de nettoyage. Nabeeh répond à ce défi en proposant des solutions technologiques transparentes qui mettent l'accent sur la qualité, la réactivité et la confiance", explique Samara.
Fort de ce nouvel investissement, Nabeeh ambitionne de multiplier par deux son nombre d'utilisateurs, de développer son segment B2B et d'enrichir sa plateforme de nouvelles fonctionnalités.

SOMMET AFRICAIN DE L'ÉNERGIE

Plus de 50 milliards $ d'engagements

Trente chefs d'État et de gouvernement africains se sont engagés aujourd'hui à mener des réformes et des actions concrètes pour élargir l'accès à une électricité fiable, abordable et durable afin de stimuler la croissance économique, d'améliorer la qualité de vie et de stimuler la création d'emplois sur tout le continent.

Les dirigeants ont pris cet engagement dans une déclaration publiée à l'occasion du Sommet africain de l'énergie Mission 300, qui s'est tenu pendant deux jours dans la capitale économique tanzanienne, Dar es Salam. Les partenaires de la Mission 300 ont promis plus de 50 milliards de dollars pour soutenir l'amélioration de l'accès à l'énergie en Afrique.
La déclaration de Dar es Salam sur l'énergie représente une étape clé pour combler le déficit énergétique en Afrique, où plus de 600 millions de personnes vivent actuellement sans électricité. Les engagements pris dans cette déclaration sont un élément essentiel de l'initiative Mission 300, qui réunit des gouvernements, des banques de développement, des partenaires, des organismes philanthropiques et le secteur privé en vue de raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. La déclaration va maintenant être soumise pour adoption lors du sommet de l'Union africaine en février.
En s'attaquant au défi fondamental de l'accès à l'énergie, la Mission 300 devient la pierre angulaire du programme d'emploi pour la population jeune croissante de l'Afrique et le fondement du développement futur.
Douze pays le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Liberia, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie ont présenté des Pactes nationaux pour l'énergie détaillés qui fixent des objectifs pour élargir l'accès à l'électricité, accroître l'utilisation des énergies renouvelables et attirer des capitaux privés supplémentaires. Ces plans spécifiques à chaque pays sont assortis d'échéances, fondés sur des données, approuvés au plus haut niveau et sont axés sur la production d'électricité à un prix abordable, l'extension des connexions et l'intégration régionale. Ils visent à accroître l'efficacité des services publics, à attirer les investissements privés et à développer des solutions de cuisson propre.
Déployant des technologies de cartographie électronique et par satellite, ces pactes identifient les solutions les plus rentables pour fournir de l'électricité aux zones mal desservies.
« La Tanzanie est honorée d'avoir accueilli un sommet aussi exceptionnel pour discuter de la manière dont, en tant que dirigeants, nous pourrons tenir la promesse faite à nos citoyens de leur fournir de l'électricité et des solutions de cuisson propre qui transformeront les vies et les économies », a déclaré S.E. Mme Samia Suluhu Hassan, présidente de la République Unie de Tanzanie.
La mise en œuvre des Pactes nationaux pour l'énergie nécessitera une volonté politique, une vision à long terme et le soutien total des partenaires de la Mission 300.
Les gouvernements ouvrent la voie par le biais de réformes globales, complétées par un financement concessionnel accru et des partenariats stratégiques avec des organismes philanthropiques et des banques de développement afin de stimuler l'augmentation des investissements du secteur privé.

CÔTE D'IVOIRE

Fitch maintient sa note à BB- malgré les incertitudes électorales

En mars 2024, Moody's relevait la note de la Côte d'Ivoire à Ba2, plaçant le pays au 2e rang des crédits en Afrique subsaharienne, aux côtés de l'Afrique du Sud. Malgré les défis électoraux, Fitch estime que la nation éburnéenne maintiendra sa stabilité, soutenue par une croissance et des réformes solides.
Le vendredi 31 janvier 2025, Fitch Ratings a confirmé la note de la Côte d'Ivoire à BB- avec une perspective stable, malgré les incertitudes sociopolitiques liées à l'élection présidentielle prévue pour octobre 2025. Selon l'agence, cette note reflète « une croissance solide, une gestion budgétaire rigoureuse et des politiques macroéconomiques bien ancrées », caractérisées par une faible inflation et un partenariat étroit avec le FMI.
La présidentielle à venir constitue un moment clé pour la stabilité politique et sociale du pays. Bien que l'historique de violences post-électorales, notamment en 2010-2011, souligne la fragilité du contexte politique, Fitch anticipe que tout affrontement potentiel restera limité et ne compromettra ni la croissance économique ni les efforts de consolidation budgétaire.
L'agence estime que les réformes économiques devraient se poursuivre sans interruption majeure et que la continuité des politiques sera assurée. Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire continue de s'illustrer par une performance remarquable. La croissance économique estimée à 6,1% en 2024 devrait s'accélérer à 6,5% à moyen terme, dépassant largement la médiane des pays notés BB, fixée à 3,8%. Cette progression s'explique par des investissements publics ambitieux, une diversification accrue dans les secteurs de l'or et du pétrole, ainsi qu'une politique macroéconomique stable. Fitch salue aussi les efforts de consolidation budgétaire menés par le gouvernement ivoirien. Pour 2024, le déficit budgétaire est estimé à 4% du PIB conformément aux objectifs nationaux, grâce à une mobilisation accrue des recettes. Le ratio impôts/PIB devrait progresser de 0,5 point par an d'ici 2028, soutenu par des réformes fiscales telles que la rationalisation des exemptions et une meilleure administration. Malgré ces atouts, des défis subsistent. Le revenu par habitant reste faible par rapport aux pairs de la catégorie BB, la gouvernance est encore perfectible et la stabilité politique demeure fragile. Cependant, la gestion rigoureuse des finances publiques permet d'envisager une baisse de la dette publique, stabilisée à 58% du PIB en 2024, et à 52,7% d'ici 2026. Enfin, le renforcement des réserves internationales de la BCEAO, passées de 15,9 milliards USD fin 2023 à 21,4 milliards USD en décembre 2024, constitue un signal positif d'après Fitch. Cette amélioration soutenue par les mesures du FMI et la hausse des prix du cacao, renforce la résilience économique de la Côte d'Ivoire dans un contexte électoral sensible.

DÉSENGAGEMENTS ET INVESTISSEMENTS

Comment MTN recentre sa stratégie en Afrique

La société telecoms sud-africaine MTN a cédé fin décembre 2024 à l'Etat guinéen, sa participation de 75% dans l'opérateur de téléphonie mobile Areeba Guinée, opérant jusqu'alors sous la marque MTN Guinée. C'est le dernier fait en date d'une politique d'optimisation et de simplification de portefeuille engagée depuis quelques années, dans le cadre d'une stratégie visant à devenir le principal fournisseur de services numériques en Afrique.
Avant l'accord avec le gouvernement guinéen, MTN révélait en mai 2023 étudier une offre d'Axian Telecom pour la reprise de ses filiales en Guinée, en Guinée-Bissau et au Liberia. « Comme nous n'en sommes qu'au début des discussions, nous insistons sur le fait que tout processus de cette nature impliquera des engagements étendus avec des parties prenantes qui seront informées de manière appropriée dès que l'évaluation aura progressé de manière significative » lit-on dans ses résultats pour le 1er trimestre 2023.
Les négociations n'ont pas abouti puisque la société a dévoilé en mars 2024 un autre accord avec Telecel Group pour céder ses filiales guinéenne et bissau-guinéenne. Elle a ainsi finalisé la vente de sa participation dans l'opérateur de téléphonie mobile Spacetel Guinée-Bissau S.A. (MTN Guinée-Bissau) en août 2024, après avoir obtenu les autorisations réglementaires. Avec 830 000 abonnés au 1er trimestre de cette année-là, elle était notamment en concurrence avec Orange qui revendiquait environ 1,5 million d'abonnés pour une part de marché de 66,7% à la même date.
« Nous sommes ravis de confier les rênes de MTN Guinée Bissau à Telecel Group, une entreprise qui a fait ses preuves. […] Nous remercions nos employés, nos clients et toutes les parties prenantes pour leur soutien au fil des ans, et nous sommes convaincus que Telecel s'appuiera sur les bases solides que nous avons établies en Guinée-Bissau » déclarait alors Ralph Mupita, PDG du groupe MTN.
Le gouvernement guinéen n'avait quant à lui pas donné sa bénédiction pour la transaction.
L'exécutif a préféré reprendre la participation de MTN Group, devenant ainsi l'actionnaire majoritaire d'Areeba Guinée avec une participation de 87,7%.
L'entreprise sud-africaine est ainsi sortie d'un marché où elle a vu sa part de marché chuter de 36% en décembre 2013 à seulement 20,7% en juin 2024, tandis qu'Orange est passé de 43% à 74,7% sur la même période.
« La conclusion de cette transaction est conforme à la stratégie de simplification du portefeuille et d'allocation des capitaux aux marchés où nous pouvons faire la différence et assurer une croissance ainsi que des rendements à long terme » a déclaré Ralph Mupita.
Au-delà de l'Afrique, MTN a finalisé en février 2024 sa sortie du Moyen-Orient avec la vente de sa filiale en Afghanistan à Investcom AF, filiale de la société libanaise M1 New Ventures (M1) avec laquelle il avait signé un accord à 35 millions USD en novembre 2022. De fait, les discussions avec de potentiels acheteurs avaient été entamées quelques jours seulement après la prise du pouvoir par les talibans et le retrait des forces américaines du pays.
En Syrie, MTN a carrément abandonné ses activités, notamment en raison des difficultés rencontrées sur ce marché en proie à un conflit armé depuis 2011.
Il avait également des problèmes avec les autorités, ayant conduit à sa mise sous curatelle.
« Le groupe a commencé à quitter la Syrie en abandonnant les opérations, étant donné les actions et exigences réglementaires qui rendent l'exploitation sur le marché intenable. Nous nous réservons le droit de demander réparation par le biais de procédures juridiques internationales, étant donné que les actions des autorités syriennes ne nous ont pas laissé d'autre choix que de nous retirer » lit-on dans les résultats financiers pour le 1er semestre 2021.
L'entreprise a aussi quitté le Yémen en novembre 2021. Ces départs du Moyen-Orient illustrent sa volonté de se concentrer sur ses activités principales en Afrique et de réduire son exposition aux marchés plus risqués.
Elle a toutefois décidé de rester en Iran où elle conserve sa participation minoritaire de 49% dans Irancell.

GRÂCE AUX STARS DE LA TECH

Le Fonds souverain norvégien a enregistré des gains record en 2024

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi après une journée riche en indicateurs macroéconomiques et en résultats d'entreprises alors que les marchés se préparent à une potentielle imposition par Donald Trump de droits de douane sur le Canada et le Mexique.

Le fonds souverain norvégien a enregistré un rendement de 13% l'année dernière, soutenu par la forte progression des valeurs technologiques américaines.
Les performances stratosphériques des "Sept magnifiques", soit les Gafam (Alphabet, Amazon, Meta, Apple et Microsoft) auxquels on ajoute Nvidia et Tesla, ont fait du bien au fonds norvégien. Le plus important fonds souverain au monde a ainsi signé un rendement de 13% (hors effet de change et abondement du gouvernement) en 2024.
Alimenté depuis 1996 par les revenus issus des gisements pétroliers du pays (les plus grands d'Europe de l'Ouest), le fonds a vu la valeur de ses actifs progresser de 2.511 milliards de couronnes (soit environ 214 milliards d'euros l'an dernier), en excluant là encore l'impact positif des effets de changes (1.072 milliards de couronnes) et les abondements de l'état norvégien (402 milliards de couronnes). "C'est-à-dire l'équivalent de 40% du PIB de la Norvège !", signale Alexandre Baradez, chef de l'analyse de marché chez IG France.
Ces gains record générés par le fonds ont contribué à porter son bilan total à 19.742 milliards de couronnes, soit l'équivalent de 1.682 milliards d'euros à fin décembre.

Des placements dans la tech lucratifs

Par classe d'actifs, les placements en actions, qui représentent 71,4% du portefeuille, ont gagné 18%, portés par les géants américains de la technologie en raison de la demande soutenue pour les solutions basées sur l'intelligence artificielle générative (IA).
D'ailleurs, les Sept Magnifiques accompagnés du spécialiste des semi-conducteurs Broadcom faisaient tous partie à fin décembre des neuf plus fortes participations du fonds en valeur, la neuvième étant le fondeur taïwanais TSMC, qui a lui aussi bénéficié de l'essor lié à l'IA.
"Le fonds a obtenu de très bons rendements en 2024, grâce à un marché boursier très solide. Les valeurs technologiques américaines, en particulier, se sont très bien comportées", déclare Nicolai Tangen, directeur général de la Norges Bank Investment Management, le fonds souverain.
La tech a ainsi fortement contribué aux résultats record du fonds en 2024, lui permettant d'empocher 1.170 milliards de couronnes en 2024, soit un peu moins de 100 milliards d'euros.
Hasard du calendrier, la Norges Bank a dévoilé son rapport annuel mercredi. Soit deux jours après un mouvement de vente appuyé sur les valeurs technologiques américaines lié à aux prouesses de la jeune pousse chinoise Deepseek dans le marché de l'IA.
Cette start-up a dévoilé la semaine passée un modèle de langage d'IA rivalisant avec ceux des grands groupes américains et qui a été construit, a priori, avec des coûts bien moindres. Ce qui a créé une onde de choc sur les marchés, le Nasdaq Composite ayant baissé d'environ 3% lundi, tandis que les fabricants de puces Nvidia et Broadcom ont chuté de respectivement 16,97% et 17,4%.

Plus gros investisseur du monde

Nicolai Tangen a commenté l'onde de choc Deepseek lors d'une séance de questions-réponses estimant que l'émergence de modèles avec des coûts plus faibles va être positif pour une démocratisation de l'intelligence artificielle. Le président du fonds souverain a aussi ajouté qu'il n'y avait pas eu de "changements majeurs" dans le portefeuille du fonds depuis la tempête provoquée par Deepseek sur les marchés américains.
Interpellé sur le risque de concentration en valeurs technologiques dans le fonds, Nicolai Tangen a répondu qu'il était géré "en étant un investisseur de long-terme". "Nous devons apprendre à vivre avec un risque de concentration plus élevé que par le passé, et je ne pense pas qu'il y ait grand-chose qu'on puisse faire" de plus, a-t-il aussi abondé.
Comme à son accoutumée, la Norges Bank Investment Management a répété que de tels résultats ne pouvaient être escomptés à l'avenir. "Cela ne durera pas éternellement", a-t-il rappelé.
Les investissements obligataires (26,6% des actifs) se sont appréciés de 1% sur l'ensemble de l'année. Les placements immobiliers (1,8% des actifs) en revanche cédé 1% sur cette même période et ceux, encore très marginaux (0,1% du portefeuille), dans les projets d'énergies renouvelables non cotés ont cédé 10%. Le fonds a généré un rendement annualisé moyen de 6,34 % entre 1998 et 2024.
Le fonds souverain norvégien, est le plus gros investisseur individuel au monde. Il détient des participations dans près de 9.000 entreprises et en moyenne 1,5% du capital de tous les groupes cotés de la planète, selon son site internet.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Janvier 2025
Valeur : 03 Février 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.0050	135.0200
1	EUR	EURO	140.7022	140.7448
1	GBP	POUND STERLING	168.0839	168.1863
100	JPY	JAPANESE YEN	87.3649	87.3803
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6162	18.6217
1	CHF	SWISS FRANC	148.8971	149.0287
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6234	93.6663
1	DKK	DANISH KRONE	18.8568	18.8604
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2726	12.2760
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9523	11.9585
1	AED	UAE DIRHAM	36.7531	36.7641
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9908	35.9967
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.6175	437.9500
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0113	42.4335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5009	13.5024
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4373	27.5782
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3922	3.4027
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.2151	176.2151

ANTICIPANT UN PLONGEON DE SES REVENUS EN DÉBUT D'ANNÉE

Stmicroelectronics chute en bourse

Le groupe de semi-conducteurs a publié des résultats 2024 en forte baisse. STMicroelectronics a surtout prévenu anticiper une baisse du chiffre d'affaires au premier trimestre 2025 et n'a pas formulé de perspectives pour l'ensemble de l'exercice en cours.
Plus forte baisse du CAC 40 (-46,35%) l'an dernier, STMicroelectronics a essuyé les plâtres en Bourse. Le parcours boursier du fabricant franco-italien de semi-conducteurs témoigne des difficultés de la société, qui a dû abaisser à plusieurs reprises ses perspectives en raison de la faiblesse de la demande sur plusieurs de ses segments, notamment l'automobile.
Sans trop de surprise, les résultats 2024 portent les stigmates de ces difficultés. Le verdict est tombé jeudi matin avant l'ouverture et il n'est pas favorable au fabricant franco-italien de semi-conducteurs.

Une reprise tardive

Sur les trois derniers mois de l'année écoulée, STMicroelectronics a dégagé des revenus de 3,32 milliards de dollars, ce qui marque une baisse de 26,6% sur un an.
D'un trimestre sur l'autre, le chiffre d'affaires a progressé de 2,2%, en "ligne" avec les prévisions médianes du groupe.
La marge brute du groupe, indicateur suivi par le marché, s'est contractée à 37,7%, contre 45,55% un an plus tôt, soit 0,3 point en-dessous du milieu de fourchette de ses prévisions (38%). La marge opérationnelle a suivi le même chemin, passant de 23,9% à 11,1% sur un an. Le bénéfice par action a été divisé par plus de trois à 37 cents.
Au quatrième trimestre STMicroelectronics a "continué à faire face à une reprise retardée et à une correction de stocks dans le secteur industriel et à un ralentissement dans l'automobile, particulièrement en Europe", a déclaré Jean-Marc Chéry, directeur général de STMicroelectronics.
Les résultats du quatrième trimestre ressortent cependant globalement au-dessus des attentes. Selon un consensus cité par Oddo BHF, les analystes tablaient sur des revenus de 3,287 milliards de dollars, une marge brute de 37,9%, une marge opérationnelle de 10,2% et un bénéfice par action de 0,34 dollar.
"Au cours du trimestre, le groupe a généré des revenus plus élevés dans le secteur de l'électronique personnelle, compensés par des revenus plus faibles dans le secteur industriel, tandis que les secteurs automobile et CECP (équipements de communication et périphériques d'ordinateurs) se sont comportés comme prévu", avance Oddo BHF.

Sanction boursière

Sur l'ensemble de l'année 2024, le bilan est logiquement loin d'être à l'avantage du fabricant franco-italien de semi-conducteurs. Le chiffre d'affaires de STMicroelectronics a chuté de 23,2%, à 13,26 milliards de dollars, et son bénéfice par action a plongé de 62,8% à 1,66 dollar.
L'atonie de la demande va se poursuivre au premier trimestre, prévient STMicroelectronics.
La société anticipe un chiffre d'affaires au premier trimestre de 2,51 milliards de dollars, soit une baisse de près de 28% sur un an et de 24,4% en séquentiel. La marge brute est quant à elle attendue à 33,8%, et "sera affectée par environ 500 points de base (5 points de pourcentage) de frais de capacité inutilisée, ce qui implique un manque à gagner de 12% au niveau de la marge brute", signale Stifel.
Les prévisions pour le premier trimestre de STMicroelectronics sont nettement inférieures aux attentes du consensus, selon Oddo BHF. Les analystes tablaient sur des revenus de 2,69 milliards de dollars et sur une marge brute de 35,9%.
Pour 2025, STMicroelectronics ne formule, à ce stade, aucune prévision.
"Pour rappel, le consensus pré-publication pour le chiffre d'affaires s'établit à 12,8 milliards de dollars et la marge brute à 38,7%, ce qui est trop élevé selon nous", estime Oddo BHF qui envisageait logiquement à une réaction négative sur l'action, dans sa note publiée avant l'ouverture du marché.
Et comme attendu par le bureau d'études, STMicroelectronics dévisse en Bourse. L'action plonge de 7,3%, signant la plus forte baisse du CAC 40 vers 11h30.
La sanction est d'autant plus appuyée que STMicroelectronics souffre de la comparaison avec ASML, qui lui est spécialisé dans la photolithographie, un processus clef dans la fabrication des semi-conducteurs. Mercredi, le groupe néerlandais a eu les faveurs des investisseurs pour avoir dévoilé des résultats 2024 étincelants soutenus par des prises de commandes alimentées par la croissance pour les solutions dédiées l'intelligence artificielle.
Les perspectives annoncées par ASML que ce soit pour le trimestre en cours et l'ensemble de l'année ont aussi ravi la Bourse. Les indications du groupe néerlandais ont, par ailleurs, rassuré les investisseurs dans un contexte marqué par les interrogations sur les lourds investissements dans l'intelligence artificielle, avec l'émergence de Deepseek et ses modèles d'IA rivalisant avec ceux des grands groupes américains mais à des coûts a priori bien moindres. .
Un peu plus tôt ce mois-ci, c'était le géant taïwanais de l'électronique Foxconn qui avait indiqué s'attendre à un premier trimestre 2025 soutenu.

NOUVEAUX DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS

Le Canada, le Mexique et la Chine ripostent

Le Canada, le Mexique et la Chine ont annoncé des mesures de rétorsion contre les droits de douane étendus imposés par le président américain Donald Trump sur les produits des trois pays. Le Canada a immédiatement réagi en imposant des contre-taxes.

Des droits de douane de 25% sur les produits américains seront imposés à partir de mardi, a annoncé le Premier ministre Justin Trudeau lors d'une conférence de presse en soirée. Les droits de douane prévus par le Canada s'appliqueront à des marchandises américaines d'une valeur totale de 155 milliards de dollars. Le gouvernement canadien envisage également de prendre des mesures dans d'autres domaines, comme le commerce des minéraux critiques.

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a déclaré sur X qu'elle avait demandé au ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, de mettre en œuvre un plan envisageant des contre-taxes. La Chine a également annoncé des "contre-mesures appropriées". Un porte-parole du ministère chinois du Commerce a déclaré qu'une plainte serait déposée auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de protéger les droits et les intérêts de la Chine. La Chine a vivement critiqué les pénalités américaines. Le ministère du Commerce n'a pas précisé si les contre-mesures annoncées étaient des contre-droits.

Le président américain Trump avait auparavant mis sa menace à exécution en imposant des droits de douane étendus sur les produits en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine. Trump a signé des ordres en ce sens. Des droits de douane de 10 pour cent seront imposés sur toutes les importations en provenance de Chine et de 25 pour cent sur les importations en provenance des pays voisins, le Mexique et le Canada. Les importations d'énergie en provenance du Canada seront soumises à un taux de 10 %.

Les droits de douane peuvent encore être augmentés

Les décrets de Trump prévoient également que les droits de douane peuvent être augmentés ou étendus en cas de représailles de la part des pays concernés, par exemple en imposant des droits de douane sur les produits en provenance des Etats-Unis. Les droits de douane sont une sorte de surtaxe sur les marchandises importées. Ils sont dus à la frontière. La décision de Trump a de graves conséquences.

Le Mexique est le principal partenaire commercial des États-Unis. Aucun autre pays n'exporte autant vers les États-Unis. Selon les économistes, la politique tarifaire de Trump devrait nuire aux deux économies en augmentant l'inflation et en provoquant des pertes d'emplois. Plus de 80% des exportations mexicaines sont destinées aux États-Unis. Des milliers d'entreprises et des millions d'emplois en dépendent.

Trump ne se contente pas de critiquer les déséquilibres commerciaux. Il utilise également les droits de douane punitifs pour obtenir une action plus dure du Mexique contre l'immigration et les cartels de la drogue. Il affirme également que les entreprises chinoises contournent les droits de douane en investissant au Mexique et en exportant de ce pays vers les États-Unis.

Conséquences des droits de douane mexicains pour les entreprises européennes

Les droits de douane à l'encontre du Mexique risquent également d'affecter durement les entreprises allemandes, en particulier l'industrie automobile. Presque tous les constructeurs et de nombreux fournisseurs utilisent le Mexique comme site de production bon marché - et desservent le marché américain à partir de là. VW, Audi et BMW ont leurs propres usines dans le pays, Mercedes-Benz produit dans une usine commune avec Nissan. Et rien que pour Audi, 98 % des voitures sont exportées, dont 40 % aux États-Unis.

Les nouvelles barrières douanières américaines vont poser un sérieux problème, selon l'expert du secteur Stefan Hecht du cabinet de conseil Advyce & Company. En effet, avec une surtaxe supplémentaire, il n'est plus guère rentable d'envoyer des voitures du Mexique vers les États-Unis. En réaction, il s'attend à ce que les constructeurs délocalisent au moins une partie de la production du Mexique vers les Etats-Unis, où VW, BMW et Mercedes ont également des usines.

Conséquences pour le Canada

Les Etats-Unis sont le principal et le plus grand partenaire commercial du Canada - près de mille milliards de dollars de biens et de services transitent entre les deux voisins nord-américains. Outre une étroite collaboration dans l'industrie automobile, les entreprises canadiennes vendent aux États-Unis une série de produits agricoles et surtout du pétrole, du gaz et des minéraux.

Trump justifie également les mesures punitives prises à l'encontre du Canada par le fait que les immigrants en provenance de ce pays font passer la frontière aux États-Unis avec des produits criminels et des drogues et que le gouvernement canadien ne fait pas assez pour les combattre.

Les droits de douane imposés par Washington sur toutes les importations en provenance du Canada risquent de rendre les produits plus chers et donc moins attractifs sur le marché américain, ce qui devrait en fin de compte nuire considérablement aux producteurs canadiens.

Conséquences des droits de douane canadiens pour les entreprises européennes

Les droits de douane contre le Canada pourraient également causer des problèmes en Europe - du moins pour Volkswagen. En effet, la société de Wolfsburg prévoit d'installer une usine de cellules de batteries en Ontario, près de la frontière américaine, afin d'approvisionner les usines de voitures électriques du groupe aux États-Unis. Le gouvernement Trudeau avait attiré ce projet de plusieurs milliards de dollars avec d'importantes subventions.

Les droits de douane sont désormais un "poison", prévient Stefan Bratzel du Center of Automotive Management de Bergisch Gladbach, qui parle d'un "super-GAU pour cet investissement". Mais c'est encore de la musique d'avenir : la production à St. Thomas près de Toronto ne devrait démarrer qu'en 2027.

Conséquences pour la Chine

Trump critique entre autres le fait que la Chine envoie de grandes quantités de fentanyl aux États-Unis. Tant que cela ne cessera pas, il y aura des droits de douane, argumente-t-il. Pour l'économie chinoise déjà en difficulté, les nouveaux droits de douane américains risquent d'être un fardeau supplémentaire. Bien que Pékin s'efforce depuis des années de diversifier son commerce, les États-Unis restent son principal marché d'exportation et donc un soutien important pour de nombreuses entreprises. De leur côté, les droits de douane sur les produits chinois entraîneraient probablement une hausse des prix aux États-Unis.

INDE

Le budget de l'Etat privilégie la ruée vers le sucre économique plutôt que les réformes

L'annonce du budget annuel de l'Inde a été plus importante que d'habitude cette année : Premier budget complet du troisième mandat du Premier ministre Narendra Modi, il donnera le ton de la manière dont la cinquième économie mondiale fera face au ralentissement de la croissance et à l'affaissement des marchés.

Mais le principal événement de politique économique de l'année a opté principalement pour un soulagement économique à court terme par le biais de réductions d'impôts pour la classe moyenne, tout en laissant passer l'occasion de faire de grandes réformes nécessaires pour relancer une croissance rapide - qui faisait autrefois l'envie du monde avec un taux de plus de 8 %. Le budget a également réduit l'importance accordée par le gouvernement aux dépenses d'investissement et aux infrastructures, autre moteur essentiel des ambitions de croissance de l'Inde depuis la pandémie.

En l'absence d'une stratégie visant à retrouver des taux de croissance élevés et à garantir des emplois à la jeune population indienne, le budget a déçu les analystes et les marchés, alarmés ces derniers mois par la faible croissance des bénéfices et l'exode des investisseurs étrangers.

"L'Inde aspire à une croissance de 8 %, mais nous n'avons pas de chemin pour y parvenir - il n'y a pas de stratégie de croissance", a déclaré Madhavi Arora, économiste en chef chez Emkay Global Financial Services.

Le gouvernement a prévu que la croissance du PIB de l'Inde tomberait à 6,4 %, son niveau le plus bas depuis quatre ans, au cours de l'exercice financier actuel qui s'achève le 31 mars, et resterait proche de ce niveau l'année prochaine également, contre 8,2 % en 2023-2024.

Si les dernières réductions d'impôts peuvent aider les consommateurs urbains, qui ont un peu freiné l'économie en raison de la faible croissance des salaires et du coût élevé de la vie qui ont réduit leurs habitudes de consommation, les économistes considèrent que des problèmes plus profonds doivent être résolus.

"Huit pour cent nécessitera des interventions beaucoup plus profondes sur les marchés agricoles, le capital humain et la facilité de faire des affaires", a déclaré Dhiraj Nim, économiste chez ANZ Research.

RUSSIE

Poutine autorise la banque américaine Goldman Sachs à sortir du pays

La fillière russe de la banque américaine sera vendue à une société arménienne, dans le contexte des contre-sanctions introduites par Moscou. Vladimir Poutine a signé vendredi un décret autorisant la banque américaine Goldman Sachs à vendre ses actifs en Russie, une mesure illustrant le départ de nombreuses entreprises occidentales du pays depuis l'attaque contre l'Ukraine en 2022.

Selon ce document signé par le chef du Kremlin, l'antenne russe de Goldman Sachs peut vendre 100% de ses parts à Balchug Capital, une société de placements basée en Arménie. Aucun détail supplémentaire sur l'accord n'a été fourni.

La banque américaine, qui avait été engagée par le Kremlin dans les années 1990 pour attirer des investisseurs étrangers, avait annoncé son intention de quitter la Russie en mars 2022, quelques jours seulement après le début de l'offensive militaire à grande échelle contre l'Ukraine.

Elle était l'une des banques occidentales les mieux implantées en Russie et était notamment intervenue lors de la crise de la dette russe en 1998.

Si de nombreuses entreprises russes ont annoncé interrompre leurs activités en Russie dans la foulée de l'assaut de l'armée de Moscou contre l'Ukraine, peu ont dans les faits réellement vendu leurs actifs.

Mais des centaines d'entreprises occidentales ont quand même quitté le marché, la plupart vendant à des prix réduits dans le contexte des contre-sanctions introduites par Moscou pour punir ceux qui cherchaient à quitter le marché. La Russie avait renforcé en octobre 2024 ses critères concernant ces opérations.

La décote du prix de vente par rapport à la valeur de l'actif est passée de 50 à 60% et la taxe de sortie à payer au budget fédéral a été rehaussée à 35% (contre 15% auparavant).

Enfin, toute transaction d'une valeur supérieure à 50 milliards de roubles (environ 480 millions d'euros au taux actuel) doit être approuvée directement par le président Vladimir Poutine.

BMW 116

La moins chère des BMW est-elle à la hauteur de son image de marque ?

Renouvelée en 2024, la gamme Série 1 s'élargit à une motorisation essence 122 ch qui constitue la porte d'entrée à l'univers BMW. Reste à savoir si on en a vraiment pour son argent.

Quoi de neuf chez BMW ? La Série 1, qui est la deuxième vente de la marque en France et dont le renouvellement revêt une importance certaine: en 2024, plus de 10 000 exemplaires en ont été écoulés de ce côté-ci du Rhin. Répondant au nom de code F70, la nouvelle mouture de la berline compacte allemande reprend les recettes qui ont fait le succès de ses devancières depuis le lancement de cette gamme en 2004.
La carrosserie au style suggestif se voit dynamisée par une ceinture de caisse plongeante et un porte-à-faux arrière court, ce qui confère un fumet sportif à l'ensemble. C'est particulièrement marqué sur notre version d'essai, bardée de près de 10 000 € d'options (!) parmi lesquelles une finition M Sport design facturée 1 300 € comprenant notamment des roues d'un diamètre de 18 pouces (contre 17 au modèle de série). S'ajoute à cela un Pack Innovation à 3 600 € dont la présence se traduit à l'extérieur par des phares Advanced full led qui ajoutent du cachet. Incontestablement, la 116 ainsi gréée en jette… et c'est bien la moindre des choses pour une voiture alors facturée 44 260 €.

Performances légères

Vous êtes encore là ? Poursuivons l'exploration en nous intéressant au pédigrée technique de la bête, dont le capot abrite un bloc tricylindre 1.5, lequel transmet ses 122 ch aux roues avant par l'intermédiaire d'une boîte automatique double embrayage à 7 rapports, équipement fourni d'office sur toutes les versions.
Côté performances, rien de bien affriolant sur le papier, avec un 0 à 100 km/h abattu en 9,8 secondes. A deux dixièmes près, cette 116 franchissait même la barre quasi-infâmante - pour un bloc essence BMW, s'entend - des 10 secondes. L'honneur est sauf, mais de peu.
Vous l'aurez compris, il n'est pas ici question de recherche de performance. Si vous visez quelque sensation de conduite, nous vous conseillons de vous tourner vers la 120, facturée 4 000 € de plus à équipement égal, et qui demande exactement deux secondes de moins pour atteindre les 100 km/h. Le surcoût se voit en partie amorti par un malus moindre sur la 120 (125 € contre 540 €), ceci en raison de la présence d'une hybridation légère 48V dont la 116 est hélas dépourvue. La différence se fera aussi à la pompe, avec une consommation moyenne logiquement inférieure sur le "gros" moteur (en réalité le même bloc 1.5 sur les deux modèles), notamment en agglomération.
Nonobstant des performances dont la légèreté est inversement proportionnelle à la lourdeur du tarif, cette 116 se révèle une agréable compagne au quotidien. Le moteur s'avère parfaitement insonorisé à vitesse stabilisée, au point que l'on croirait parfois avoir affaire à une voiture électrique.
Sur route, le moteur turbocompressé assure des relances suffisantes pour doubler en sécurité et fait preuve d'un appétit modéré. La boîte auto s'acquitte de sa tâche avec une parfaite réactivité, et participe d'un caractère d'usage rond et parfaitement docile. Au terme de notre essai, réalisé sur un parcours mixte mêlant autoroute, réseau secondaire et agglomération, l'ordinateur de bord affichait d'ailleurs une satisfaisante moyenne de 7,1 l/100. Une valeur honorable, quoique supérieure de 1,1 litre à celle constatée par Alexandre Bataille dans son récent essai de la version 123 à transmission intégrale, autrement puissante (218 ch) mais dotée elle d'une hybridation 48V. Même si nos parcours respectifs n'étaient pas normés, cela illustre bien les avantages de l'électrification, même quand celle-ci n'est que partielle.
L'agrément d'usage est bon, avec une tenue de cap sereine et un amortissement que l'on qualifiera de "fermement confortable". La consistance de direction est assez proche de la perfection, conformément aux bonnes traditions de la maison BMW, et sauf à alourdir le pied droit exagérément, le volant reste exempt de toute remontée parasite (et c'est heureux, compte tenu des 230 Nm de couple). Pour autant, et vous l'aurez sans doute compris entre les lignes, pas la moindre émotion de conduite ne doit être attendue de cette 116 : elle vous amènera d'un point à un autre avec élégance, sous la très (voire trop) étroite surveillance d'équipements de sécurité dernier cri et dans un habitacle à la finition exemplaire, mais sans ce "petit truc en plus" que l'on est en droit d'espérer des productions munichoises.

L'équipement et le point techno

La BMW 116 n'est pas bradée dans sa définition de base, on l'a vu, et souffle le chaud et le froid en matière d'équipement. La jolie double dalle numérique est fournie d'office (avec système Apple CarPlay / Android Auto), de même que le système Active Guard (avertissement de sortie de voie, avertissement de collision frontale avec intervention sur les freins, assistant d'évitement…), le Driving Assistant (avertisseur d'angle mort, avertisseur de risque de collision arrière, avertisseur de trafic transversal arrière, ou bien encore détecteur de véhicule approchant quand on ouvre les portières) et le Parking Assistant (stationnement automatique et auto-reverse (mémorisation des 50 derniers mètres parcourus en marche avant, permettant de reproduire le chemin en marche arrière).
Par contre, la couleur de base est le noir et il faut remettre 890 € au pot pour accéder aux teintes métallisées. On ajoutera au passage 210 € pour disposer de la banquette arrière rabattable en 3 parties. La bien pratique dalle de recharge par induction pour smartphone fait partie soit du Pack premium facturé 1850 € (accès confort, feux de route Advanced full led, feux de route automatiques, etc.), soit du Pack innovation à 3600 € (affichage tête haute couleur, système de navigation avancé, parking assistant plus, feux de route et rétroviseur antiéblouissement, etc.). Bref, on peut équiper cette Série 1 presque aussi bien qu'une Série 5, mais à condition d'y mettre le prix…pour aboutir à une berline compacte de 122 ch affichée à plus de 45 000 € une fois bien optionnée, ce qu'il est permis de juger déraisonnable. Ceci posé, la BMW n'est pas si onéreuse quand on la compare à sa concurrence directe.

Alibaba, Mistral et d'autres entendent profiter de l'effet Deepseek

Face à l'engouement sur Deepseek, plusieurs éditeurs de LLM ont dévoilé leurs derniers modèles d'IA. Alibaba, Ai2 et le français Mistral occupent le terrain médiatique. De son côté, la communauté open source sur Hugging Face décortique le LLM R1 de la start-up chinoise pour en percer tous les secrets.

Il n'aura fallu qu'une poignée de jours pour que le raz de marée Deepseek mette le monde sans dessus-dessous. Alors que les Etats passent à l'offensive pour analyser aussi bien les impacts de cette IA tant en termes de sécurité que de confidentialité des données - avec plus d'un million de données sensibles déjà exposées - la concurrence fourbit ses armes.

Alibaba muscle Qwen 2.5

Parmi eux, le compatriote Alibaba n'a pas tardé à réagir y compris en plein nouvel an lunaire (où les chinois sont en congés) avec la présentation du grand modèle de langage Qwen 2.5 Max. Il serait selon la société plus performant que DeepSeek v3 et Llama 3.1 405B de Meta ou encore GPT 4o d'OpenAI. Le LLM est basé sur une architecture MoE (mixture of expert) et a été pré-entraîné sur 20 000 milliards de tokens. Il a ensuite été affiné avec du renforcement supervisé et humain.
De son côté, l'association Allen Institute for AI (Ai1) a présenté Tülu 450B qui « qui "atteint des performances compétitives ou supérieures à celles de Deepseek v3 et de GPT-4o ». L'organisme ajoute que son modèle surpasse aussi des concurrents comme Llama 3.1 405B Instruct et Nous Hermes 3 405B, sur de nombreux critères de référence.

Des membres de Hugging Face décortiquent R1 de Deepseek

Sautant sur la mise à disposition en open source par Deepseek de son LLM par raisonnement R1 (licence MIT), la communauté du libre s'active pour en percer tous les secrets. Pour cela, sur Hugging Face, le projet Open-R1 a été créé pour disséquer le modèle chinois et en connaitre les moindres détails. Elie Bakouch, l'un des ingénieurs de Hugging Face à la tête de ce projet, a expliqué à TechCrunch que R1 n'est pas complètement open source. En effet de nombreux composants servant à le construire, ainsi que les données sur lesquelles il a été formé n'ont pas été rendues publiques.
Un flou qui selon l'ingénieur empêche la communauté de s'en inspirer ou de l'améliorer. Un travail de rétro-engineering a été mis en place pour découvrir les éléments manquants. Pour ce faire, l'initiative s'appuiera sur un serveur de recherche dédié de Hugging Face, le Science Cluster, alimenté par 768 GPU Nvidia H100. Le projet Open-R1 a suscité beaucoup d'intérêt jusqu'à présent, sa page GitHub ayant obtenu plus de 100 000 étoiles en trois jours seulement après son lancement.

Mistral pousse son SLM Small 3

Très discret depuis le lancement de Deepseek, Mistral a jugé par la voix de son co-fondateur et DG Arthur Mensch que le modèle de la société chinoise « était un élément important et complémentaire de la technologie open source ». Pour autant, Mistral n'entend pas concurrencer en frontal R1, mais préfère porter le combat sur les modèles de plus petites tailles. C'est dans ce cadre, que l'entreprise française a présenté Small 3.
Doté de 24 milliards de paramètres et open source, il « peut servir de modèle de base solide pour faire émerger des capacités de raisonnement », explique Mistral. Sa petite taille n'exclut pas des bonnes performances en marquant des points face à d'autres comme Llama 3.3 70B ou GPT-4o. L'occasion de rappeler que dans la guerre que se livre les fournisseurs LLM, la bataille ne se joue (vraiment pas) seulement sur le terrain de la performance mais de l'usage et de l'adéquation aux besoins.

GOOGLE MAPS

Le Mexique désapprouve le nouveau golfe de l'Amérique

Le Mexique conteste la décision de Google Maps de renommer le golfe du Mexique en « golfe d'Amérique » pour les utilisateurs américains, à la suite d'un décret de Donald Trump. La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum demande à l'entreprise de revenir sur ce changement qu'elle juge illégal, selon le droit maritime international.
Entre le Mexique et les États-Unis, il y a de l'eau dans le gaz, ou plutôt du gaz dans le golfe, celui que se partagent les deux pays, actuellement appelé golfe du Mexique. Entre les deux, on trouve Google Maps, qui se retrouve malgré lui au sein d'un conflit diplomatique émergent.
Le service de cartographie, utilisé par 2 milliards d'utilisateurs mensuels, a appliqué un décret de Donald Trump qui rebaptise cette étendue d'eau en « golfe d'Amérique ». Cette modification, uniquement visible pour les utilisateurs américains, a déclenché une réaction officielle du gouvernement mexicain. La présidente Claudia Sheinbaum a adressé une lettre à Google pour contester cette décision en invoquant le droit maritime international. Ambiance.

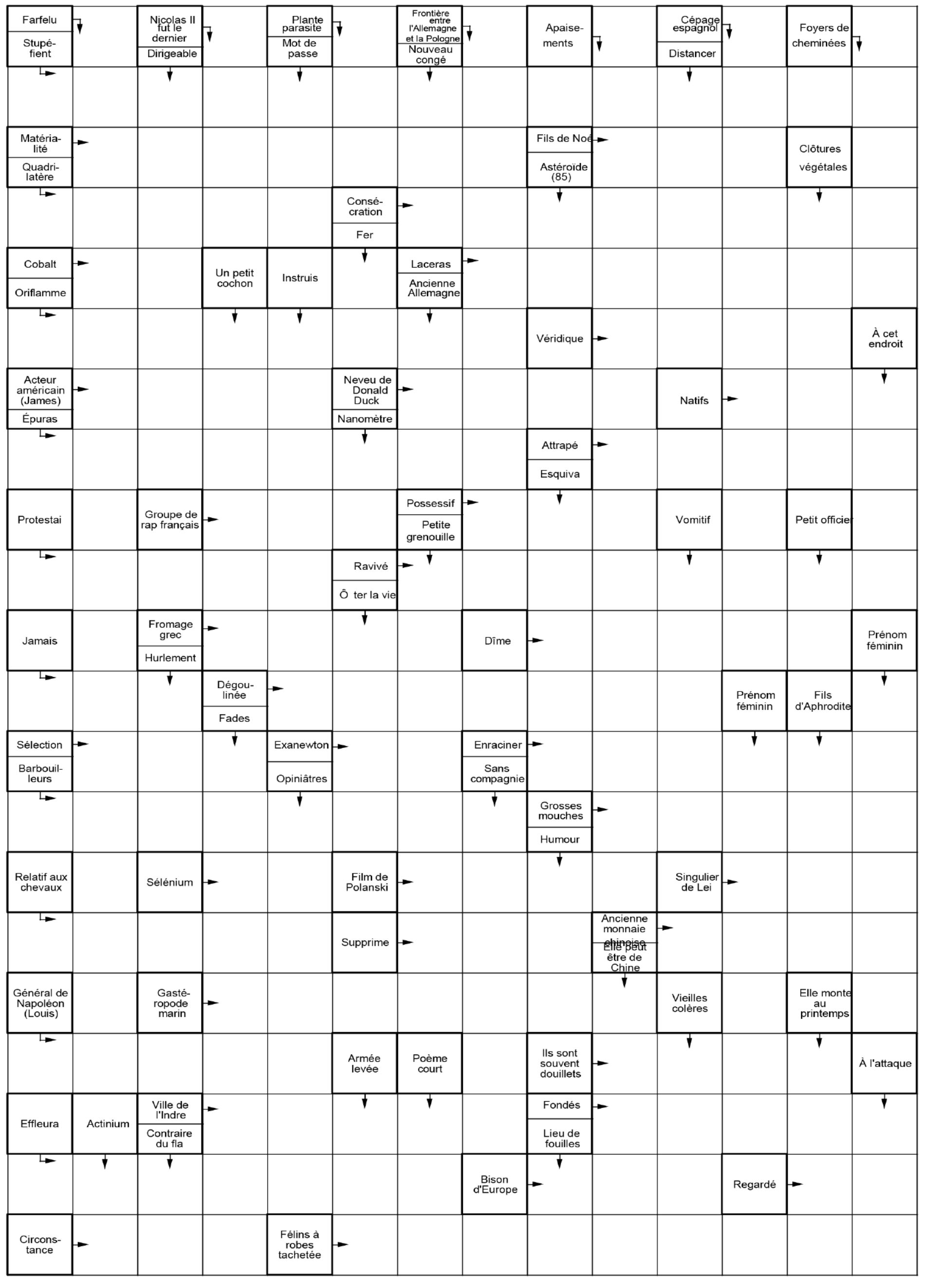
Une bataille juridique autour d'une mer internationale

Le gouvernement mexicain appuie son opposition sur la Convention des Nations unies, notamment au sujet du droit de la mer. Selon ce texte, la souveraineté d'un pays ne peut s'étendre au-delà de 12 milles marins de ses côtes. Le Mexique affirme donc que les États-Unis n'ont pas l'autorité légale pour modifier le nom d'une étendue d'eau internationale. Google justifie sa position en expliquant suivre « les sources officielles » gouvernementales pour les modifications de noms géographiques.
Cette situation a conduit Google à placer les États-Unis sur une liste spéciale, aux côtés de pays comme l'Iran, la Russie et Israël. Cette liste regroupe les territoires nécessitant un traitement particulier en raison de noms de lieux ou de frontières variables. Le Mexique a également rejoint cette catégorie après le décret de Trump.

Les réponses diplomatiques et techniques de Google

Pour éviter d'être tenue responsable d'une crise diplomatique, Google a décidé de couper la poire en deux et de ménager la chèvre et le chou. Techniquement, le nouveau nom n'apparaît que pour les utilisateurs situés aux États-Unis. Pour le reste du monde, l'appellation historique « golfe du Mexique » perdure.
Cette approche régionalisée n'est pas nouvelle pour Google Maps, qui applique déjà des règles similaires pour d'autres territoires contestés, comme dans le cas de Taïwan pour les utilisateurs chinois.
La présidente mexicaine a répondu avec ironie à cette situation en suggérant que le Mexique pourrait demander à Google d'autres modifications cartographiques, notamment de faire apparaître « l'Amérique mexicaine » sur les cartes. Elle a également proposé de renommer l'Amérique du Nord en « América Mexicana » dans son pays. Le décret présidentiel américain ne se limite pas au golfe du Mexique : il prévoit également le changement de nom du mont Denali en mont McKinley (son ancien nom jusqu'en 2015).
Voilà qui va tendre davantage les relations déjà fraîches entre Google et l'administration Trump. Le président américain avait déclaré qu'Alphabet, la société mère de Google, était « proche de la fermeture », dans le cadre d'une enquête antitrust visant à démanteler certaines de ses activités.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 3 février 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

EL-MENIAA

Réalisation en cours de onze centres de proximité de stockage de céréales

Onze (11) centres de proximité de stockage des céréales sont en cours de réalisation dans la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre du renforcement des structures d'entreposage des cultures stratégiques (céréales et semences), ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Ces structures, d'une capacité de stockage de près de 55.000 quintaux chacun et dont les travaux sont actuellement à un stade d'avancement de 16%, seront livrées en prévision de la prochaine campagne moisson-battage de la saison agricole 2024/2025, a-t-on précisé.

Le président de la République reçoit le Secrétaire général de l'UGTA

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, ainsi que la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du Conseiller du président de la République chargé de la direction générale de la Communication, M. Kamel Sidi Saïd.

BOURSE D'ALGER

Première réunion du guichet unique pour l'introduction de Pharma Invest

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a organisé, dimanche, la première réunion du guichet unique du marché financier en vue d'accompagner la société Pharma Invest Spa dans ses démarches d'introduction en bourse. Cette réunion, qui s'est tenue au siège de la Cosob, fait suite "à la demande de la société Pharma Invest Spa et a pour objectif de simplifier les démarches d'introduction en bourse de cette dernière, dans le cadre de l'ouverture de son capital", a indiqué l'autorité de régulation dans un communiqué. Ont participé à cette réunion tous les acteurs principaux du marché financier membres du guichet, à savoir la Cosob, la Société de gestion de la bourse des valeurs, Algérie Clearing, les intermédiaires en opérations de bourse, le Crédit populaire d'Algérie et "TellMarkets", la société "Invest Market" en qualité de promoteur en bourse, ainsi que le cabinet de conseil "Grant Thornton" en tant qu'expert évaluateur en bourse. Les objectifs de cette réunion étaient "d'accompagner Pharma Invest Spa en lui expliquant toutes les démarches nécessaires pour son introduction en bourse", a ajouté la même source. La société Pharma Invest Spa est active dans le domaine de la distribution et de la fabrication de médicaments. Elle est dotée d'un capital social qui s'élève à 5,5 milliards DA et possède 5 filiales, a fait savoir la Cosob. Le guichet unique du marché financier a été créé le 23 novembre dernier lors de la deuxième conférence annuelle du marché financier, en tant qu'"initiative innovante visant à réduire les délais et simplifier les démarches pour les sociétés souhaitant s'introduire en bourse", est-il rappelé dans le communiqué. Ce mécanisme "témoigne de l'engagement de la Cosob à faciliter l'accès des entreprises au marché financier et à en renforcer l'attractivité auprès des acteurs économiques, en tant que source de financement alternative et efficace, dans le contexte de la dynamique rapide de l'économie nationale", a-t-on encore souligné de même source.

ACHARNEMENT CONTRE L'ALGÉRIE

L'extrême droite française décriée, ses arguments déconstruits par des compatriotes

L'acharnement de l'extrême droite française sur l'Algérie, relayée par des médias qui ont pris fait et cause pour cette mouvance, est dénoncé ces jours-ci par plusieurs personnalités politiques et médiatiques françaises, révélant ainsi l'une des plus importantes périodes de turbulences politiques de la 5e République. Sur un plateau d'une chaine TV française, l'ancienne ministre française et ex-candidate à la présidence, Ségolène Royal, a dénoncé avec force la campagne de haine menée par l'extrême- droite et ses relais. "Il faut arrêter tous les discours méprisants pour l'Algérie" a-t-elle averti car "la façon dont vous parlez de l'Algérie résonne sur tout le continent africain". Elle a rappelé que l'Algérie d'avant la colonisation était une grande civilisation broyée par le colonialisme français. "Il y avait une grande civilisation algérienne, il y avait une culture, un développement économique, des structures familiales et villageoises, tout cela a été brisé, broyé par cette effroyable" colonisation, avait-elle observé. Devant le Parlement, le député de La France Insoumise, Bastien Lachaud, interpellant ses rivaux de droite et d'extrême droite, a déclaré : "C'est l'algérophobie qui est votre rente politique, vous attisez la xénophobie, l'islamophobie et le racisme". "Influenceurs algériens, Boualem Sansal, accord franco-algérien, Grande mosquée de Paris : une surenchère politique et médiatique insensée alimente la montée des tensions (...), et une campagne de stigmatisation délirante contre les Algériens et les Français d'origine algérienne", a écrit le parlementaire sur les réseaux sociaux, appelant à "s'opposer à ce déferlement de haine et démonter ce tissu de fantasmes pour retrouver la voie d'une relation apaisée". Sur une autre chaine de TV française, la directrice de la revue Regards, Catherine Tricot, opine : "Je ne crois pas que c'est pour Boualem Sansal que la France joue ses relations avec l'Algérie. Sansal est un prétexte qu'a trouvé Retailleau (ministre français de l'intérieur, NDLR) pour développer son discours de guerre de civilisation contre le monde musulman, et contre les Algériens en particulier". Plus révélateur encore sur la crise politique interne en France et de l'inconséquence des polémiques créées de toutes pièces par son extrême-droite mal-inspirée, les arguments de la surenchère haineuse sont déconstruits par les institutions françaises elles-mêmes. Ainsi, après avoir accéléré les hostilités à cause du refus d'Alger d'accueillir un influenceur algérien sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (les fameux OQTF), et son expulsion manu militari par le ministre français de l'Intérieur sans respecter les usages diplomatiques, c'est le tribunal administratif de Paris qui désavoue Bruno Retailleau, estimant que la procédure d'expulsion en urgence absolue de l'homme de 59 ans, le 9 janvier, a été appliquée "à tort". Le Tribunal a rappelé par ailleurs au ministre de l'Intérieur que s'il voulait procéder à l'expulsion, il "devra le faire dans le cadre d'une procédure d'expulsion ordinaire". S'agissant de la fausse polémique au sujet de la dette algérienne aux hôpitaux français, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noel Barrot face aux députés français dans l'Assemblée nationale française, confirme les chiffres révélés par l'APS pour mettre fin à ces allégations en précisant que cette dette s'élevait à 2,58 millions d'euros, ce qui est considéré comme une situation "très acceptable" par rapport au montant total des factures dues par l'Algérie pour la période allant de 2007 à 2024. Ainsi, une autre France commence à réagir pour révéler au grand jour les visées malsaines d'une extrême-droite en mal d'arguments et de solutions viables pour les sujets d'importance pour la République française : la relance économique, le déficit budgétaire, le positionnement géostratégique, la perte d'influence...etc. Face à ces défis, les haineux, nostalgiques pour la plupart de l'esprit colonialiste, préfèrent utiliser un procédé vieux et éculé, et se dissimuler derrière un "cache misère" en créant une crise diplomatique avec Alger.

1ère EDITION DU FESTIVAL DE L'IMAGE CORPORATE "ALGERIA FILM ENTREPRIZE"

L'événement incontournable de l'Image Corporate Alger

Sous le haut patronage du Ministère de la Culture et des Arts ainsi que du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-Entreprises, le ALGERIA FILM ENTREPRIZE se tiendra les 5 et 6 février 2025 au Palais de la Culture Moufdi Zakaria à Alger. Cet événement majeur réunit l'écosystème de l'image corporate pour valoriser les initiatives, créations et stratégies qui contribuent à élever les marques au service de la société, et des entreprises. Un espace dédié à l'innovation et au réseautage. L'événement accueillera des dirigeants des secteurs public et privé, des responsables en marketing et communication visuelle, ainsi que des professionnels de l'image corporate. L'objectif : Créer une plateforme collaborative mettant en avant les meilleures pratiques et les créations à fort impact dans la communication audiovisuelle.

TIPASA

Près de 7.000 foyers raccordés au réseau de gaz en 2024

Quelque 6.754 foyers, situés en grande partie dans des régions rurales et montagneuses de la wilaya de Tipasa, ont été raccordés au réseau de gaz naturel en 2024, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Le mois dernier, 120 foyers du Douar Bouhocine de la commune de Sidi Semiane ont été raccordés au réseau de gaz, portant ainsi le nombre total des foyers raccordés à cette énergie au niveau des zones isolées à 4.386. Ces raccordements ont été concrétisés dans le cadre d'un programme spécial ayant permis la réalisation d'un réseau de gaz de 283 km. Ce programme spécial a profité à 44 zones rurales et montagneuses isolées relevant des communes d'Aghbal, Sidi Semiane, Beni Milek, Attatba, Bourkika, Nador et Ain Tagourait. Par ailleurs, durant la même période et dans le cadre de l'accompagnement des grands projets du secteur de l'habitat, 2.367 logements, de différentes formules, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz. Les cités d'habitations bénéficiaires de ces raccordements à l'énergie électrique et gazière, en 2024, relèvent des communes de Fouka, Tipasa, Hadjout, Bou Ismail, Koléa, Cherchell, Gouraya, Arhat, Bourkika, Ahmar El Ain, Sidi Ghilés, et Damous, a détaillé la même source.

DROITS DE DOUANES AMÉRICAINS

Le Japon «profondément préoccupé» des potentielles conséquences mondiales

Le Japon est "profondément préoccupé" par les potentielles répercussions sur l'économie mondiale des nouveaux droits de douane américains imposés à la Chine, au Canada et au Mexique, a indiqué dimanche le ministre des Finances nippon. Le président américain, Donald Trump, a annoncé samedi 10% de taxes supplémentaires sur les produits chinois, en plus de celles déjà en vigueur, et un taux de 25% pour les exportations canadiennes et mexicaines vers les Etats-Unis. Les trois pays ont promis de riposter avec leurs propres mesures ou ont déjà commencé à les dévoiler: le Canada, dont les ressources énergétiques seront partiellement exemptées, va mettre en place des droits de douane de 25% en représailles sur 30 milliards de dollars de marchandises américaines dès mardi. "Nous sommes profondément préoccupés par la façon dont ces droits de douane pourraient affecter l'économie mondiale", a déclaré le ministre des Finances japonais, Kastunobu Kato, sur la chaîne Fuji TV. Il a également souligné la nécessité d'"évaluer minutieusement" les possibles conséquences des annonces de Donald Trump sur le marché des changes, disant que le Japon devait prendre des "mesures appropriées".